SIDEN SIAN

Noréade
La Régie du SIDEN-SIAN

# RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2015

## Qualité et Prix des services publics de l'Eau Potable et de l'Assainissement

## SYNTHESE

Code Général des Collectivités Territoriales - Articles L5211-39 et D 2224-1-2-3 et Annexes V & VI

# EDITO

Paul RAOULT,
Président du SIDEN-SIAN,
et de sa régie, Noréade

Madame, Monsieur,

En mes qualités de Président du SIDEN-SIAN et du Conseil d'Administration de sa Régie Noréade, j'ai le plaisir de vous présenter l'édition 2015 du rapport d'activité de celle-ci.
Comme tous les ans, il se compose d'une part d'un cahier statistique contenant toutes les données que notre syndicat doit réglementairement communiquer à ses collectivités membres et d'autre part d'une publication que nous avons souhaité éditer afin de répondre de manière synthétique aux questions que vous pouvez légitimement vous poser.
Conçue dans un objectif de lisibilité, elle a pour vocation de toujours mieux faire connaître notre entreprise publique, ses savoir-faire et ses performances. Au cœur de la démarche de Noréade depuis sa création, cette préoccupation se trouve plus que jamais à l'ordre du jour.
En effet, 2015 aura été avec la Loi « NOTRe » une année marquante pour l'évolution d'ici à 2020 de l'organisation de la coopération intercommunale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et ce rapport d'activité illustre bien la capacité de notre régie à faire face dès à présent à cet enjeu.
Aussi, c'est avec la fierté du travail accompli l'an dernier et l'assurance que nous poursuivons et amplifions nos efforts au service de nos abonnés et de nos collectivités adhérentes en 2016 que je vous souhaite, Madame, Monsieur, une agréable lecture de ce document.

Bernard POYET,
Directeur Général
de Noréade

Madame, Monsieur,

Année après année, Noréade, la Régie du SIDEN-SIAN sous cette appellation depuis 2009, a progressé en notoriété parmi les élus des collectivités membres de ce syndicat comme chez ses abonnés.
C'est là l'un des objectifs de ce document qui est élaboré afin de répondre avec clarté aux interrogations sur la nature de Noréade, le processus de décision dans notre Régie, notre organisation et l'exercice de nos missions telles que la garantie de l'alimentation en eau potable, de la qualité de l'assainissement et de la continuité de chacun de ces services.
Cette présentation s'accompagne bien sûr d'un compte-rendu des événements marquants de 2015 qui, après le renouvellement de nos instances durant l'année précédente, a vu notamment se développer la mise en œuvre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.
En prenant l'engagement de demeurer en 2016, avec l'ensemble du personnel de Noréade, plus que jamais à l'écoute de nos abonnés ainsi que des élus des communes qui ont rejoint le SIDEN-SIAN, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre entier dévouement.

# SOMMAIRE


**FONCTIONNEMENT DU SIDEN-SIAN ET DE NOREADE** 3
Une gestion publique efficace 3
Les instances du SIDEN-SIAN et de sa régie Noréade 3
Des réunions de territoires pour rester à l'écoute des communes membres 4
Les engagements de service de Noréade 5
L'engagement de Noréade pour l'entretien différencié des espaces publics 6

**INVESTISSEMENTS ET INAUGURATIONS EN 2015** 8
Les inaugurations et visites de chantier 2015 8

**1- LA GOUVERNANCE DU SIDEN-SIAN ET DE SA REGIE NOREADE** 10

**2- PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI** 11
Carte des communes adhérentes 13

**3- LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE** 14
3.1 Les communes et leurs unités de distribution 15
3.2 Les communes et leur réseau de distribution 23
3.3 Tarification et recettes du service 27
3.4 Financement des investissements du service 28
3.5 Les programmes d'investissement du service 28
3.6 Actions de solidarité dans le domaine de l'eau 32

**4- LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE** 33
4.1 Les ouvrages de défense incendie 33
4.2 Tarification et recettes du service 34

**5- LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF** 35
5.1 Les communes et leurs agglomérations d'assainissement. 36
5.2 Les communes et leur réseau d'assainissement collectif. 41
5.3 Tarification et recettes du service 48
5.4 Financement des investissements du service 49
5.5 Les programmes d'investissement du service 49
5.6 Actions de solidarité dans le domaine de l'eau au titre du service d'assainissement. 53

**6- LES EAUX PLUVIALES** 54
6.1 Les déversoirs d'orage des communes 54
6.2 Tarification et recettes du service 54

**7- LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF** 55
7.1 Les indicateurs du service d'assainissement non collectif 55
7.2 Activités du service d'assainissement non collectif 56
7.3 Tarification et recettes du service 56

**8- LA FACTURE TYPE** 57

**9- SYNTHESE DES INDICATEURS REGLEMENTAIRES** 59
9.1- Les indicateurs du service public de distribution d'eau potable 59
9.2- Les indicateurs du service public d'assainissement collectif 60
9.3- Les indicateurs du service public d'assainissement non collectif 60
9.4- Degré de confiance pour les indicateurs de performance 61

**GLOSSAIRES**


Version 31/08/2016

# FONCTIONNEMENT DU SIDEN-SIAN ET DE NOREADE

## Une gestion publique efficace

Noréade exploite directement les services à caractère industriel et commercial relevant des compétences Eau Potable, Assainissement Collectif et Assainissement Non Collectif du SIDEN-SIAN, et dans un cadre conventionnel, les services à caractère administratif relevant des compétences Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) et Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

Ce mode de gestion publique, totalement transparent, fait l'objet d'un suivi régulier de la part des services de l'Etat avec, notamment, un contrôle des comptes rigoureux.

Dans ces conditions, les collectivités ou établissements publics adhérents, ainsi que les abonnés bénéficient à la fois du respect de l'intérêt général et de la sauvegarde d'une certaine idée du service public, dans le cadre exclusif de l'exercice par Noréade de chacune de ses missions (l'eau ne finance que l'eau et l'assainissement uniquement l'assainissement...).

Les investissements rendus nécessaires par un accroissement des besoins du service, l'état des ouvrages et installations existantes, l'évolution de la réglementation en matière d'eau potable et d'assainissement, font l'objet d'une programmation à long terme, dont est absente toute recherche d'un quelconque profit, et d'une réalisation dans le respect de la réglementation applicable aux Marchés Publics.

Dans un contexte d'investissements maîtrisés et donc de frais financiers limités, les résultats excédentaires des exercices budgétaires, sont systématiquement placés en réserve pour être affectés aux financements d'opérations à venir. Celles-ci sont financées sur les seules ressources propres de la Régie parfois abondées par des subventions ( Agences de l'Eau, … ).

Les communes dont les services d'eau et d'assainissement ont été transférés au SIDEN-SIAN n'ont pas à participer financièrement à la gestion de ces services.

A cet égard, les redevances payées par les usagers des services d'eau et d'assainissement gérés par Noréade, ainsi que les cotisations versées par les communes dans le cadre du service GEPU et DECI, incluent le coût de création, de renouvellement, d'amélioration, de renforcement et de maintenance de l'ensemble des installations nécessaires au service et ceci, dans un esprit de mutualisation.

En effet, l'adhésion d'une commune au SIDEN-SIAN pour une de ses compétences constitue un engagement sur le long terme, contrairement à la passation d'un contrat de délégation de service public d'une durée déterminée et limitée en principe à 12 ans.

## Les instances du SIDEN-SIAN et de sa régie Noréade

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le SIDEN-SIAN prend ses décisions lors des comités syndicaux qui, comme les conseils municipaux dans les communes, doivent être tenus au moins quatre fois par an.
Ces réunions de Comité Syndical sont aussi l'occasion pour l'ensemble des 110 délégués, désignés par les communes et groupements de communes membres du syndicat, d'être informés sur ce qui se passe au niveau de la Régie.
Bien entendu, si le fonctionnement de Noréade venait à leur paraître insatisfaisant, il serait possible au Comité Syndical de choisir un autre mode de gestion.

Quant à la Régie Noréade, elle est dotée de deux instances :

- Le conseil d'Administration, qui réunit 34 membres issus du Comité Syndical SIDEN-SIAN et représente le véritable organe décisionnaire de la Régie ; ses membres étant des élus locaux tout à fait avertis des réalités du terrain, ils peuvent contrôler la mise en œuvre effective des décisions qu'ils ont prises.
- La Commission d'Appels d'Offres, qui est compétente pour examiner les propositions reçues dans le cadre des marchés publics lancés par la Régie, et dont les décisions sont ensuite soumises à la ratification du Conseil d'Administration.

## Des réunions de territoires pour rester à l'écoute des communes membres

Noréade agit aussi dans le souci de la proximité. Tel est le sens des réunions annuelles décentralisées dites « réunions territoriales», par arrondissement dans le Nord, et par département pour le Pas-de-Calais et l'Aisne (y compris les communes de la Somme).
Se déroulant à la charnière des mois de novembre et décembre, elles ont un double objectif :

- Apporter aux élus de l'ensemble des communes du territoire de compétence toutes les informations nécessaires sur l'actualité toujours extrêmement fournie dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.
- Connaître au mieux l'état des souhaits de chacune des communes adhérentes afin de pouvoir adapter la programmation des investissements de la Régie.

Ces réunions sont préparées en amont par des commissions de programmation réunissant la Direction Générale de la Régie ainsi que les représentants des différents secteurs géographiques du territoire de compétence du syndicat au comité du SIDEN-SIAN.

A l'issue de ces réunions, la proposition du programme d'investissements peut être soumis au vote du Conseil d'Administration de la Régie.

Les Maires et Présidents de groupements de communes membres du SIDEN-SIAN sont bien conscients de l'importance de ces réunions, comme en témoigne leur forte participation à chacune d'entre elles.

### *Des groupes thématiques en plein essor*

*Pour toujours davantage associer les élus à la prise de décision, il a été décidé depuis quelques années de constituer, sur des problématiques d'actualité méritant une réflexion plus particulièrement approfondie, des groupes de travail thématiques.*

*Ces groupes généralement ouverts à tous les délégués du Comité Syndical du SIDEN-SIAN intéressés par le sujet mis à l'étude, se sont réunis en 2015 avec pour ordre du jour :*

*- Le point sur la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie*
*- L'orientation du plan Communication 2015-2016*
*- Le projet de Débat d'Orientation Budgétaire 2016 - Evolution des tarifs*
*- La nouvelle procédure de recouvrement des factures d'eau*
*- L'évolution du taux d'impayés*
*- L'état des lieux de l'activité du Service Public d'Assainissement Non Collectif et ses évolutions futures*
*- La coopération décentralisée*
*- Le Portail « Elus » sur Internet*

## Les engagements de service de Noréade

Noréade
La Régie du SIDEN-SIAN

# LES 9 ENGAGEMENTS
de votre service public de l'Eau et de l'Assainissement

| | |
|---|---|
| **ACCUEILLIR, INFORMER ET ACCOMPAGNER** | |
| **1** Vous informer sur la qualité de l'eau | Données relatives à la qualité de l'eau : www.noreade.fr |
| | Délai de réponse à vos demandes sur la qualité de l'eau : 15 jours |
| **2** Vous assurer un service efficace de proximité | Appel téléphonique non surtaxé |
| | Délai de réponse à vos demandes et réclamations : 15 jours |
| | Organisation territorialisée |
| | Nombreux services en ligne pour faciliter vos démarches |
| | Respect de la plage horaire de RDV de 2 H |
| | Offre de paiement diversifiée |
| **GARANTIR L'EXCELLENCE DU SERVICE RENDU** | |
| **3** Vous assurer un service public réactif en permanence | Service d'astreinte de proximité |
| | Délai d'intervention de 2 H en cas d'urgence : fuite conséquente et manque d'eau, égoût bouché |
| **4** Vous faciliter l'accès au service de l'eau et de l'assainissement | Délai d'obtention de devis pour la construction d'un branchement individuel domestique : 15 jours |
| | Délai de construction d'un branchement individuel : 2 mois maximum |
| | Délai d'ouverture d'un branchement déjà existant : 3 jours (ouvrables) |
| **5** Vous informer en cas de travaux ou de coupure d'eau | Information en cas de travaux et de coupures d'eau programmés |
| **ASSURER LE SERVICE PUBLIC DANS L'INTERET GENERAL** | |
| **6** Accès écoresponsable au service de l'Eau pour tous | Accompagnement des personnes en difficultés |
| | Promotion des éco-gestes |
| **7** Coproduire avec les usagers et leurs représentants l'amélioration continue du service | Consultation des représentants des usagers pour les décisions importantes |
| | Enquêtes de satisfaction |
| **8** Respecter le cercle vertueux de l'eau : «l'argent de l'eau reste à l'eau» | L'argent de l'eau reste à l'eau dans la transparence du service public |
| **9** Préserver la ressource et garantir sa disponibilité | Opérations de Reconquête de la Qualité de l'Eau, mise en place de périmètres de protection autour des points de prélèvement et interconnexions des réseaux pour sécuriser la ressource en eau |

## L’engagement de Noréade pour l’entretien différencié des espaces publics

**L’accompagnement des territoires prioritaires pour moins de produits phytosanitaires dans l’eau**

Noréade accompagne depuis 2007 les communes, les collectivités et les gestionnaires de voirie de certains territoires (1) vers le raisonnement et la réduction de l’usage des produits phytosanitaires sur les espaces qu’ils entretiennent. L’objectif est d’écarter les risques de pollution des eaux souterraines et superficielles par ruissellement ou déversement de produits, et de prévenir la sécurité et la santé des usagers.

Les communes et collectivités volontaires qui s’engagent durablement dans cette démarche signent la « **Charte d’entretien des espaces publics pour la préservation de la ressource et des milieux aquatiques** ». Cette charte en 5 niveaux est déployée par les Agences de l’Eau Artois-Picardie et Seine Normandie et la région Hauts-de-France, et propose des actions pour tendre progressivement vers le « Zéro Phyto ».

En septembre 2015, **89** des 674 communes adhérentes à Noréade ont signé cette Charte, et l’appliquent sur leurs espaces. Noréade assure une animation de territoire (1) permettant ainsi de pérenniser la dynamique collective.

*(1) Cet accompagnement s’est mis en place en priorité sur les territoires d’Opérations de Reconquête de la QUalité de l’Eau (ORQUE) animées ou co-animées par Noréade.*

**La mise en place d’un entretien différencié des sites Noréade**

Afin de soutenir les efforts engagés par les communes, les élus du conseil d’administration ont voté à l’unanimité en 2012 la signature et l'application de la « Charte d’entretien des espaces publics » sur les espaces de Noréade.

Pour la réduction des produits phytosanitaires, les marchés publics d’entretien favorisent depuis 2015 les techniques alternatives telles que le désherbage mécanique, l'utilisation de la binette, le paillage des massifs, et encadrent mieux l’usage des produits phytosanitaires. Désormais, leur utilisation est minoritaire, soumise à autorisation et interdite dans les secteurs à proximité immédiate de l’eau. En 2017, la régie entretiendra l’ensemble de ses sites sans avoir recours aux produits phytosanitaires.

En terme d'entretien différencié, chaque centre a classé ses sites (bâtiments administratifs, stations d'épuration, lagunes, réservoirs, ouvrages de production d'eau potable, …) selon trois objectifs d'entretien : « soigné», « modéré » ou « extensif » et adapte les pratiques et l'intensité de l'entretien en fonction.

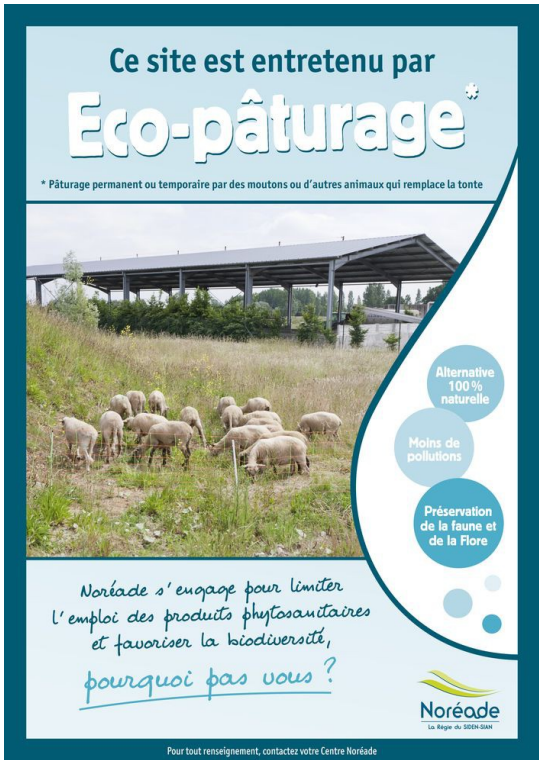
Enfin, Noréade applique, dès la conception des ouvrages, des choix favorables à la préservation de la biodiversité et à la gestion différenciée. Par exemple, selon les sites, il s'agit de planter des haies diversifiées avec des espèces locales, de privilégier les arbres en bosquets qui s'intègrent parfois mieux au paysage que les haies périphériques, ou de prévoir des voiries déjà enherbées en surface qui seront tout simplement tondues. L'implantation d'abris à auxiliaires, de nichoirs ou de prairies fleuries participe à cette démarche.

Ces changements de pratique sont signalés sur le terrain par des panneaux spécifiques. Cette communication est essentielle pour la compréhension des riverains, des élus et des partenaires professionnels.

**La possibilité d'entretenir les sites par éco-pâturage**

Une réflexion a été menée dans les centres d'exploitation Noréade sur les possibilités d'éco-pâturage de certains sites. Cette méthode d'entretien écologique des espaces prévoit que le pâturage des animaux remplace les tontes mécaniques. Cette gestion permet d'augmenter la diversité des milieux et de rétablir un équilibre dans la végétation qui s'y développe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et les coûts d'entretien des espaces sur le long terme. L'éco-pâturage permet aussi d'envoyer un message fort pour signifier un changement général des habitudes d'entretien.

En 2015, 5 sites pilotes du centre de La Gorgue (le bâtiment administratif du centre, une station d'épuration et trois réservoirs dont un situé en plein lotissement) ont été pâturés par des moutons, des poneys, des ânes et même des vaches. Cette expérience concluante est étendue en 2016 à 11 sites supplémentaires des centres d'Avesnelles, Cassel, et Pecquencourt Nord et Sud.



# INVESTISSEMENTS ET INAUGURATIONS 2015

## Les inaugurations et visites de chantier du printemps 2015

### 3 AVRIL 2015

• Inauguration de la station d'épuration Intercommunale de **ZERMEZEELE** traitant les eaux usées des communes de **ZERMEZEELE et WEMAERS-CAPPEL** - capacité de traitement de 190 Eq/h
Noréade : 233 869 € HT, AEAP* : 87 131 € HT, MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 321 000 € HT

• Inauguration de la station d'épuration du Coron de Fléchinelle d'**ENQUIN-LES-MINES** - capacité de traitement de 200 Eq/h
Noréade : 102 294 € HT, AEAP : 105 843 € HT, MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 208 137 € HT

### 7 AVRIL 2015

• Inauguration de la station d'épuration de **LA FLAMENGRIE** - capacité de traitement de 500 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 105 921 € HT) : 366 605 € HT, AEAP : 75 658 € HT,
AEAP solidarité Urbain-Rural : 60 526 € HT,
CD59** : 60 526 € HT, MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 563 315 € HT

LA FLAMENGRIE

WORMHOUT

### 21 AVRIL 2015

• Inauguration de la station d'épuration intercommunale de **WORMHOUT** pour le traitement des eaux usées des communes de **WORMHOUT, ESQUELBECQ et LEDRINGHEM**
Capacité de traitement de 10 000 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 1 549 046 € HT) : 3 318 653 € HT, AEAP : 1 340 079 € HT,
CD59 : 341 268 € HT
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 5 000 000 € HT

### 23 AVRIL 2015

• Inauguration de la station d'épuration de **BONY** - capacité de 120 Eq/h
Noréade : 69 992 € HT, AEAP : 70 107 € HT, CD02*** : 49 901 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 190 000 € HT

BONY

• Visite de chantier de la station d'épuration intercommunale de **BOHAIN-EN-VERMANDOIS** pour le traitement des eaux usées des communes de **BOHAIN-EN-VERMANDOIS, ETAVES-ET-BOCQUIAUX et SEBONCOURT** - capacité de traitement de 9 150 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 1 644 490 € HT) : 2 786 000 € HT, AEAP : 1 199 819 € HT, CD02 : 214 181 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 4 200 000 € HT

BOHAIN-EN-VERMANDOIS

## 11 MAI 2015

• Inauguration de la station d'épuration intercommunale d'**AUBY** pour le traitement des eaux usées des communes de **AUBY, MONCHEAUX, RAIMBEAUCOURT et ROOST-WARENDIN**
capacité de traitement de 24 000 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 1 859 000 € HT) : 3 456 798 € HT, AEAP : 1 207 000 € HT,
CD59 : 81 202 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 4 745 000 € HT

## 26 MAI 2015

• Visite de chantier de la station d'épuration intercommunale de **LE RONSSOY** pour le traitement des eaux usées des communes de **LE RONSSOY, VILLERET, HARGICOURT, LEMPIRE, TEMPLEUX-LE-GUERARD** - capacité de traitement de 1 980 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 305 340 € HT) :
689 660 € HT, AEAP : 305 340 € HT, CD02 : 105 000 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 100 000 € HT

• Inauguration de la station d'épuration intercommunale de **BRANCOURT-LE-GRAND** pour le traitement des eaux usées des communes de **BRANCOURT-LE-GRAND et MONTBREHAIN** - capacité de traitement de 1 700 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 387 161 € HT) :
547 222 € HT, AEAP : 497 778 € HT, CD02 : 105 000 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 1 150 000 € HT

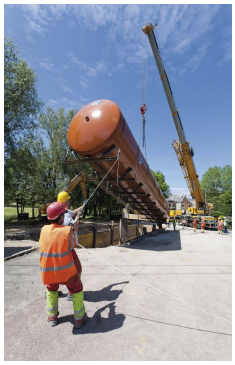
## 2 JUIN 2015

• Inauguration de la station d'épuration du lieu dit «le calvaire» de **SAINT-MARTIN-SUR-ECAILLON** - capacité de traitement de 40 Eq/h
Noréade (dont avance remboursable AEAP de 17 218 € HT) :
74 482 € HT, AEAP : 7 379 € HT, CD59 : 8 806 € HT,
AEAP solidarité Urbain-Rural : 7 379 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 98 046 € HT

• Inauguration de la station d'épuration par lagunage naturel du hameau d'Escaufourt à **SAINT-SOUPLET** - capacité de traitement de 200 Eq/h
Noréade : 130 186 € HT, AEAP : 72 330 € HT,
AEAP solidarité Urbain-Rural : 39 449 € HT, CD59 : 38 035 € HT,
MONTANT TOTAL DES TRAVAUX : 280 000 € HT

## Le premier enfouissement d'une citerne incendie à HESTRUD

Le 16 juin 2015, un an après la prise de compétence « Défense extérieure contre l'incendie », Noréade a procédé pour la première fois à l'enfouissement d'une citerne incendie. Celle-ci servira à protéger le centre du village d'HESTRUD. Une impressionnante citerne de 10 tonnes a ainsi été enfouie au beau milieu du village. D'une capacité de 120 m3, elle permettra d'éteindre un feu en deux heures avec ses 350 mètres de tuyaux qui couvriront entre 70 et 80 % du territoire communal.



# 1 LA GOUVERNANCE DU SIDEN-SIAN ET DE SA REGIE NOREADE

Le SIDEN-SIAN est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale entièrement dédié à ses missions de distribution d'eau et d'assainissement.

S'il réunit les deux activités depuis le 1er janvier 2009, son histoire débute en 1950 avec la création du SIDEN et en 1971 avec la création du SIAN.

Pour l'exploitation des services relevant de ses compétences,

- La production et la distribution d'eau potable et industrielle,
- L'assainissement collectif et non collectif,
- La Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU)
- La Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) à compter de 2014,

le SIDEN-SIAN s'est doté d'une régie, Noréade, à personnalité morale et autonomie financière.

Noréade a donc pour mission de fournir en permanence à ses abonnés une eau respectant les critères de potabilité dans un souci d'accès au service pour tous. La Régie agit également pour la préservation du milieu naturel et notamment des ressources en eau en assurant la collecte et le traitement des eaux usées.

**NOTRE MISSION DE SERVICE PUBLIC**
Permettre aux communes, quelle que soit leur taille, de disposer des capacités techniques et financières nécessaires au développement et au maintien d'un service public de distribution d'eau potable et d'assainissement au plus juste prix. Pour ce faire, nous réalisons de véritables investissements d'ouvrages publics d'intérêt général.

**NOS ENGAGEMENTS**
Intérêt général
Qualité et continuité de service
Transparence vis à vis du service rendu
Proximité

**NOS PRINCIPES D'ACTION**
Solidarité Intercommunale
Transfert complet des compétences (Maîtrise d'ouvrage et exploitation)
Péréquation tarifaire
Exploitation directe des services (Régie Noréade)

La Régie dont la direction et les services généraux sont situés à WASQUEHAL, est dotée de 8 Centres d'Exploitation, à savoir : AVESNELLES, BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS, CASSEL, LA GORGUE, LE QUESNOY, PECQUENCOURT NORD ET SUD, URVILLERS (anciennement ESSIGNY-LE-GRAND avant le déménagement en octobre 2015) et un centre de travaux à ORCHIES. Chaque centre d'exploitation couvre une partie du périmètre d'intervention du Syndicat.

# 2 PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI

Prés de 700 communes du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne et de la Somme font confiance au SIDEN-SIAN pour leur service d'eau potable et leur service d'assainissement et font du syndicat mixte le plus vaste groupement, en nombre de collectivités locales intervenant dans ces domaines en France.
Le nombre de communes adhérentes au SIDEN-SIAN par compétences transférées est le suivant :

| Compétences transférées | Au 31/12/2014 | Au 31/12/2015 | Exploitées par Noréade | Autres exploitants - Contrats D.S.P. |
|---|---|---|---|---|
| Eau Potable | 568 | **571 (1)** | 569 | 2 |
| Assainissement Collectif | 551 | **577** | 571 | 6 |
| Assainissement Non Collectif | 489 | **516** | 516 | - |
| Eaux Pluviales | 471 | **507** | 505 | 2 |
| Défense Extérieure Contre l'Incendie | 318 | **384** | 384 | - |

(1) Les 23 communes de la Métropole Européenne de Lille ont été exploitées sous contrat en 2015 avec ré-adhésion au 01/01/2016 - Le nombre réel au 31/12/2015 est donc 548

## Extension du périmètre d'intervention - Accroissement de l'activité de Noréade

Trois communautés de Communes ont décidé en 2014 de transférer au SIDEN-SIAN leurs compétences Assainissement Collectif, Assainissement Non Collectif et Gestion des Eaux Pluviales Urbaines, décisions validées par le vote du comité SIDEN-SIAN en novembre 2014. Les adhésions ont été effectives le 30 juin 2015, après la publication des arrêtés préfectoraux correspondants. Il s'agit :

- de la Communauté de Communes des Hauts de Flandre pour les communes de :
BAMBECQUE, BROUCKERQUE, CAPPELLEBROUCK, DRINCHAM, HOLQUE, HONDSCHOOTE, KILLEM, LOOBERGHE, MILLAM, OOST CAPPEL, REXPOEDE, SAINT MOMELIN, SAINT PIERREBROUCK, WARHEM, WATTEN et WULVERDINGHE.

- de la Communauté de Communes Osartis-Marquion pour les communes de :
EPINOY, GRAINCOURT LES HAVRINCOURT, LAGNICOURT-MARCEL, PRONVILLE et SAINS-LES-MARQUION.

- de la Communauté de Communes du Val de l'Oise pour les communes de :
HINACOURT, MONT-D'ORIGNY, NEUVILLETTE, ORIGNY-SAINTE-BENOITE et THENELLES.

Par ailleurs, deux nouvelles communes du Pas-de-Calais, AUCHY-LES-MINES (4.601 habitants) et HAISNES (4.512 habitants) et une commune du Nord, SAINT-AUBERT (1.581 habitants), ont délibéré en décembre 2014 pour rejoindre le SIDEN-SIAN et lui transférer la compétence « Eau Potable ». Les adhésions ont été effectives le 30 juin 2015, après la publication des arrêtés préfectoraux correspondants.
La commune d'UXEM a transféré ses compétences Assainissement Non Collectif et Gestion des Eaux Pluviales Urbaines avec adhésion effective le 30 juin 2015.

Conformément aux dispositions légales et jurisprudentielles en vigueur, le Comité Syndical a prononcé en 2014 la caducité de 9 contrats de délégation de service public avec effet au 4 février 2015.
Cela a entraîné en février 2015 la reprise en exploitation directe par Noréade :

- des services d'eau des communes de :
ANICHE, AUBERCHICOURT, BAVAY, ECAILLON, LA LONGUEVILLE, MASNY, MONCEAU-LES-LEUPS, MONCHECOURT, MONTIGNY-EN-OSTREVENT, SAINT-AMAND-LES-EAUX et WAHAGNIES
soit 54.717 habitants représentant 21.000 abonnés supplémentaires.
- des services d'assainissement des communes de :
ARLEUX-EN-GOHELLE, SAINT-AMAND-LES-EAUX et VITRY-EN-ARTOIS
soit 22.279 habitants supplémentaires.

La commune d'AUXI-LE-CHATEAU a décidé en 2015 d'adhérer au SIDEN-SIAN pour les compétences Eau potable, Assainissement Collectif et Non Collectif, Gestion des Eaux Pluviales Urbaines. De même les communes de HENDECOURT-LES-CAGNICOURT, QUIERY-LA-MOTTE et VILLERET ont décidé en 2015 de transférer au SIDEN-SIAN la compétence Eau potable. Ces adhésions seront effectives au 1er janvier 2016.

La Communauté de Communes des Vallons d'Anizy a décidé en 2015 de transférer au SIDEN-SIAN la compétences Assainissement Collectif. Les adhésions seront effectives au 1er janvier 2016, après la publication des arrêtés préfectoraux correspondants le 31/12/2015. Il s'agit des communes de :
ANIZY-LE-CHATEAU, BASSOLES-AULERS, BOURGUIGNON-SOUS-MONTBAVIN, BRANCOURT-EN-LAONNOIS, CHAILLEVOIS, FAUCOUCOURT, LIZY, MERLIEUX-ET-FOUQUEROLLES, MONTBAVIN, PINON, PREMONTRE, ROYAUCOURT-ET-CHAILVET, SUZY, URCEL, VAUXAILLON, WISSIGNICOURT.

## Territoire de la Métropole Européenne de Lille (MEL)

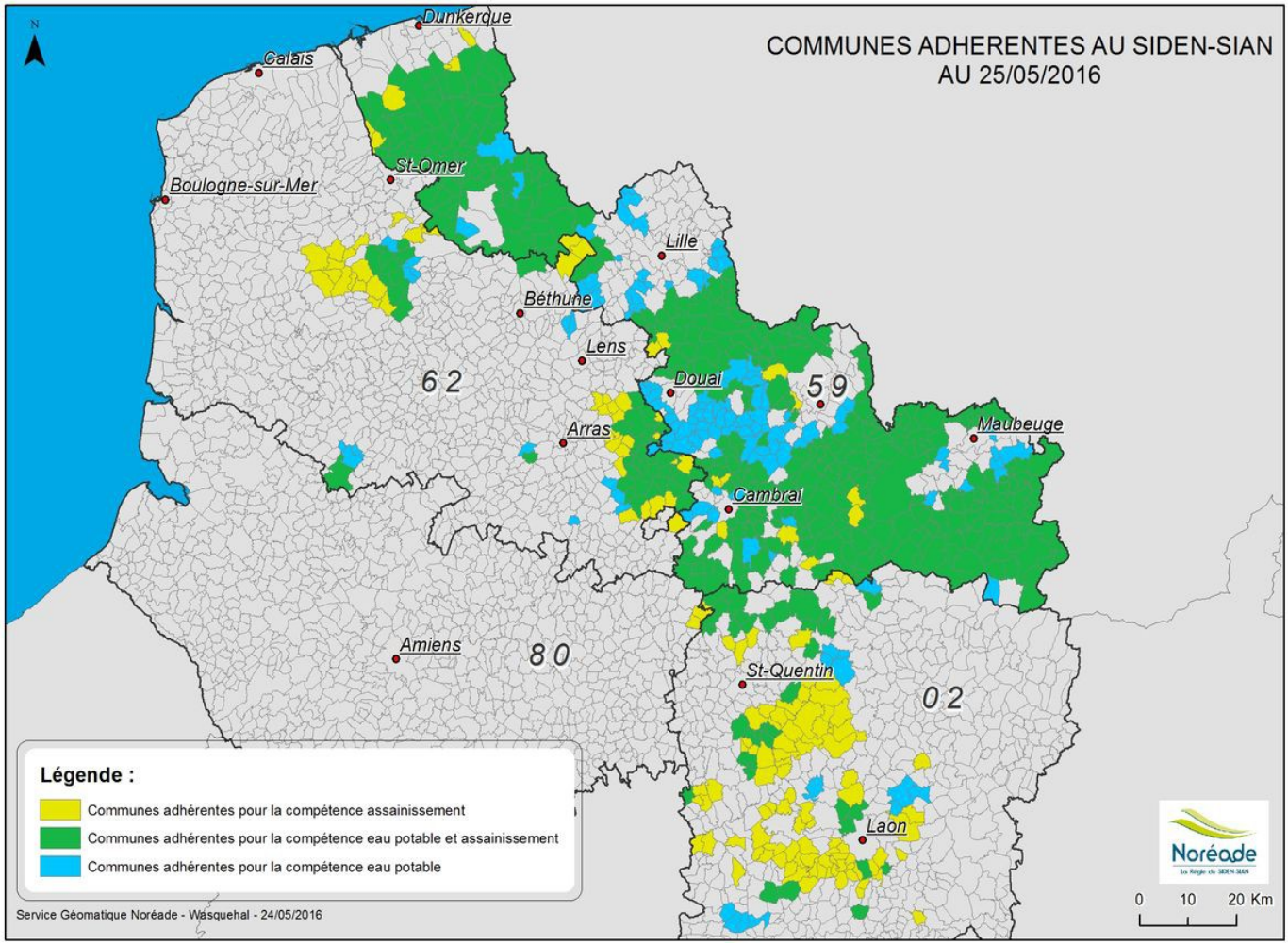
Les 23 communes situées sur le Territoire de la Métropole Européenne de Lille (MEL) ont été exploitées sous contrat en 2015 par Noréade suite au retrait légale des adhésions fin 2014. La MEL a décidé de ré-adhérer au SIDEN-SIAN pour la compétence Eau Potable sur le même périmètre des 23 communes historiquement adhérentes au SIDEN-SIAN. Ces adhésions seront effectives au 1er janvier 2016, après la publication des arrêtés préfectoraux correspondants le 31/12/2015.
Le contrat d'exploitation pour l'eau potable des communes non adhérentes de LA BASSEE et SAINGHIN-EN-WEPPES ( 01/01/2000 au 31/12/2014) a été porté par avenant jusqu'au 31/12/2015.

## Communes en Délégation de Service Public

Parmi toutes ces collectivités adhérentes et les compétences transférées au SIDEN-SIAN, certaines d'entre elles sont exploitées dans le cadre d'un contrat de délégation conclu avant la date d'adhésion, à savoir :

| Communes | Structure Intercommunale d'origine | Exploitant du service | Echéance du contrat |
|---|---|---|---|
| **Service Public d'Eau Potable** | | | |
| Wahagnies | | Eaux du Nord | 04/02/2015 |
| Saint-Amand-les-Eaux | | Eau et Force | 04/02/2015 |
| Aniche | Syndicat Intercommunal des Eaux Potables de Aniche, Auberchicourt et Monchecourt | Véolia | 04/02/2015 |
| Auberchicourt | | | |
| Monchecourt | | | |
| Avelin | Syndicat Intercommunal d'Eau Potable d'Avelin Pont-à-Marcq | Eaux du Nord | 31/12/2023 |
| Pont-à-Marcq | | | |
| Bavay | Syndicat des Eaux de Bavay La Longueville | Eau et Force | 04/02/2015 |
| La Longueville | | | |
| Monceau-les-Leups | | Saur | 04/02/2015 |
| Ecaillon | Syndicat Intercommunal d' Eau de la région de Masny | Véolia | 04/02/2015 |
| Masny | | Véolia | 04/02/2015 |
| Montigny-en-Ostrevent | | Véolia | 04/02/2015 |
| **Service Public d'Assainissement Collectif et Eaux Pluviales** | | | |
| Auby | | Eaux du Nord | 31/03/2015 |
| Beuvry-la-Foret (Station d'épuration) | | Eaux du Nord | 30/06/2016 |
| Saint-Amand-les-Eaux | | Eau et Force | 04/02/2015 |
| Arleux-en-Gohelle | | Véolia | 04/02/2015 |
| Camphin-en-Carembault | Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Camphin-en-Carembault et Phalempin | Eaux du Nord | 31/12/2021 |
| Phalempin | | | |
| Vitry-en-Artois | | Véolia | 04/02/2015 |
| Mont-d'Origny | Communauté de Communes du Val de L'Oise (C.C.V.O) | Saur | 31/12/2017 |
| Neuvillette | | | |
| Origny-Sainte-Benoite | | | |
| Thenelles | | | |

## Carte des communes adhérentes au SIDEN-SIAN



# 3 LE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE

Le patrimoine Eau Potable du SIDEN-SIAN au 31/12/2015 en quelques chiffres :

| Ouvrages | Chiffres 2015 |
|---|---|
| Ouvrages de production d'eau potable | 254 |
| Unités de traitement d'eau potable | 27 |
| Ouvrages de stockage ( Réservoirs et citernes ) | 269 |
| Linéaire de canalisation d'eau potable | 9 869 km |

**Estimation du nombre d'habitants desservis au 31 décembre de chaque année ( D 101 )**

*Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D101 | Nombre d'habitants desservis au 31 décembre de chaque année (recensement INSEE 2012 pour l'année 2015) | 762 040 | 810 441 | 812 888 | 823 542 |

**Taux de réclamations ( P 155.1 )**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

*Sont prises en compte les réclamations sur le goût, les fuites avant compteur, la lisibilité des factures, la qualité de la relation clientèle, etc. Les réclamations sur le prix ne sont pas prises en compte. Cet indicateur témoigne du niveau de satisfaction des abonnés.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P155.1 | Taux de réclamations pour 1000 abonnés | 1,88 | 1,50 | 1,76 | 1,41 |

## 3.1 Les communes et leurs unités de distribution

Le service de l'eau potable comprend trois étapes distinctes :

**Le captage :** L'eau qui est captée à l'état brut provient essentiellement de captages d'eaux souterraines.

**La potabilisation :** L'eau captée est transportée à l'unité de potabilisation pour être rendue potable, c'est-à-dire conforme à la réglementation en vigueur. Les critères de potabilité prennent en compte des paramètres microbiologiques, chimiques, organoleptiques.

**La distribution :** Après traitement de potabilisation et désinfection, l'eau est stockée dans un réservoir ou château d'eau avant d'être distribuée à la population et à d'autres utilisateurs (industries, entreprises, administrations, lutte contre les incendies, etc.). Le réseau de distribution public est alors raccordé au réseau privé via le compteur d'eau.

### 3.1.1 Les Unités de Distribution d'Eau Potable

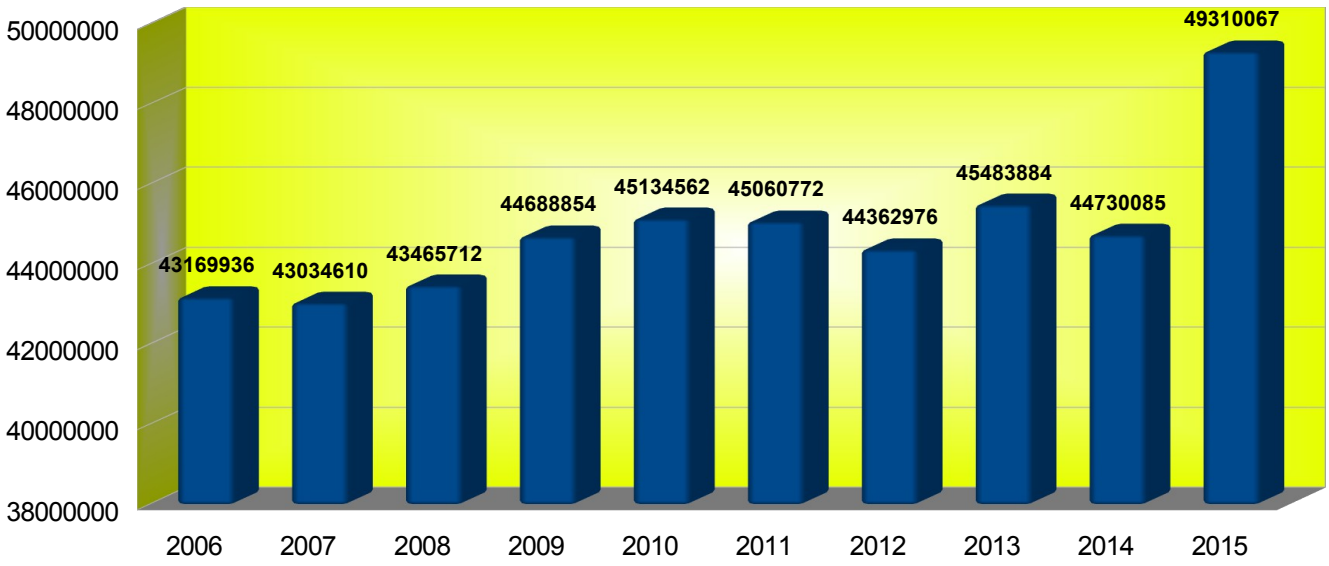
Le territoire desservi par le SIDEN-SIAN en eau potable est divisé en Unités de Distribution Intercommunales ( UDI ).
Chaque UDI est un secteur de distribution d'eau potable dans lequel la qualité de l'eau est réputée homogène. Cette eau peut être issue de points de production d'eau potable de Noréade, de transfert d'autres UDI ou d'achat d'eau en gros auprès d'autres collectivités.

### 3.1.2 Le bilan de la production d'eau potable des UDI en 2015

| | |
|---|---|
| Nombre des U.D.I. | 182 |
| Volume d'eau traitée produit en 2015 | 42 955 508 m3 |
| Volume d'eau acheté en gros en 2015 | 6 354 559 m3 |
| Volume d'eau vendu en gros en 2015 | 1 746 018 m3 |

### 3.1.3 L'évolution des volumes mis en distribution dans les UDI (période 2006 - 2015)

*Graphique : total des volumes d'eau traitée produits et des volumes d'achat d'eau en gros.*



### 3.1.4 La protection de la ressource en eau potable

L'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau est déterminé par l'Agence régionale de santé (ARS) selon l'indicateur de performance défini ci-dessous.

**Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau ( P 108.3 )**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage.

*Cet indicateur résulte des indices d'avancement individuels de tous les points de prélèvements (y compris ceux non gérés par le service de l'eau potable mais contribuant à son alimentation) pondérés avec les volumes produits par ces ressources.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (%) | 72,25 | 72,07 | 73,82 | 73,45 |

***L'évolution de cet indicateur ne tient pas uniquement compte de l'avancement de la protection de la ressource en eau mais est également tributaire de l'état des nouveaux ouvrages de production repris dans le cadre d'adhésion de nouvelles communes (Par exemple, reprise de Saint-Amand-les-Eaux en 2015 avec un indice de 60%).***

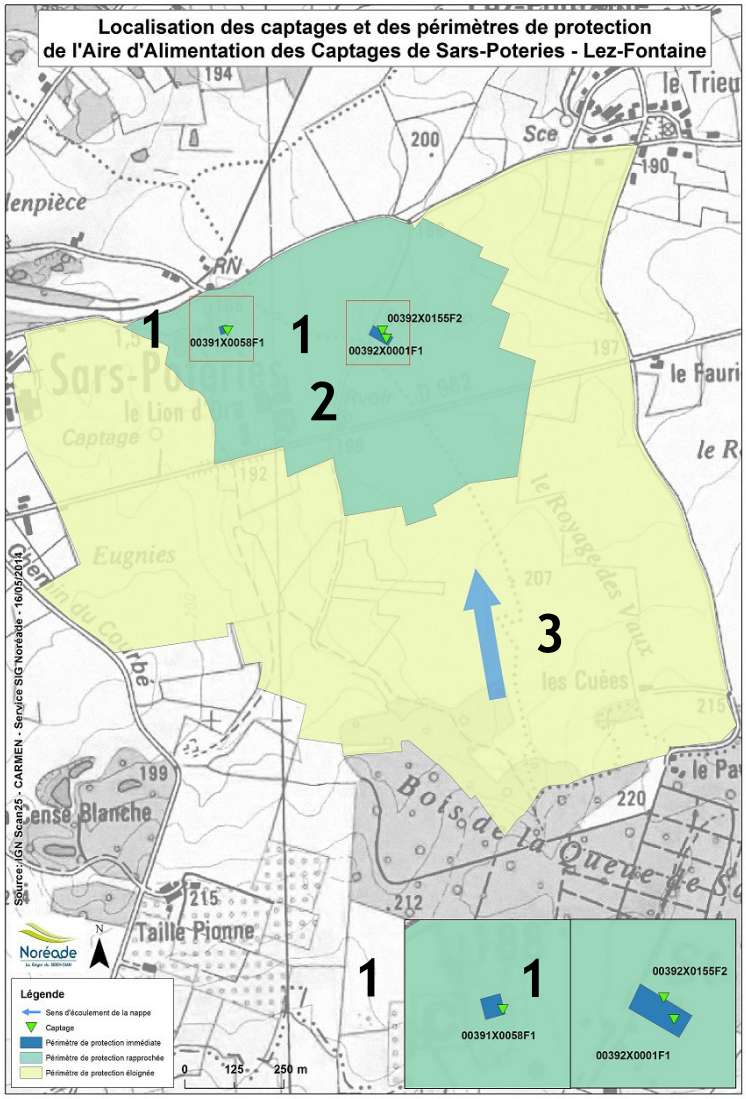
Les périmètres de protection correspondent à un zonage établi autour des points de captage d'eau potable. Ils constituent le moyen privilégié pour prévenir et diminuer toute cause de pollution locale, ponctuelle et accidentelle qui peut altérer la qualité des eaux prélevées. Ce dispositif est codifié à l'article L 1321 du code de la Santé Publique.

Cette protection comporte trois niveaux concentriques établis à partir d'études hydrogéologiques.

**Le périmètre de protection immédiat (1 Bleu)** correspond au site de captage. Il est acquis en pleine propriété par le maître d'ouvrage. Il est clôturé pour éviter toute intrusion ;

**le périmètre de protection rapproché (2 Vert)** de surface généralement plus vaste, où toutes les activités susceptibles de provoquer une pollution sont interdites ou soumises à des prescriptions particulières (construction, activité, dépôts, …)

**Le périmètre de protection éloigné ( 3 Jaune)** n'est pas obligatoire. Il est rendue nécessaire lorsque la réglementation générale est jugée insuffisante et que certaines activités présentant des risques sanitaires doivent être encadrées pour réduire leur impact.



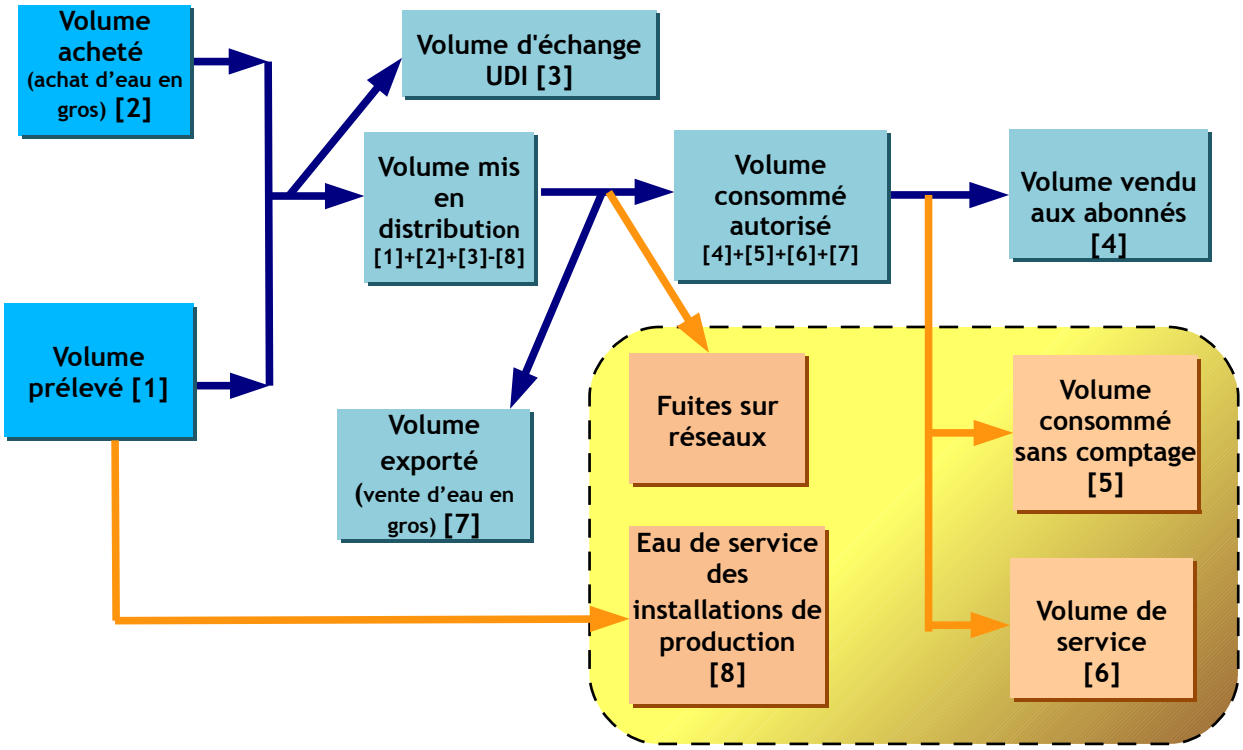
### 3.1.5 La performance des réseaux de distribution d'eau potable

L'évaluation de la performance des réseaux d'eau potable revêt un double enjeu. D'une part en terme de développement durable, puisque moins de pertes sur les réseaux se traduit par moins de prélèvements de ressource dans le milieu naturel. D'autre part , les collectivités pourraient être pénalisées financièrement lorsque leurs réseaux de distribution n'atteindront pas les objectifs minimum de performance. Rappelons que la limitation des pertes des réseaux d'eau potable est l'un des engagements du Grenelle II de l'environnement ( loi du 12 juillet 2010 ).

L'évaluation de l'état des réseaux d'eau potable, patrimoine enterré et non visitable, s'effectue :

- Ponctuellement à l'occasion de réparations de fuites, par constat de l'état du tronçon réparé
- Globalement à l'échelle du service par l'usage d'indicateurs

#### 3.1.5.1 Le bilan des volumes relatifs à la production d'eau potable

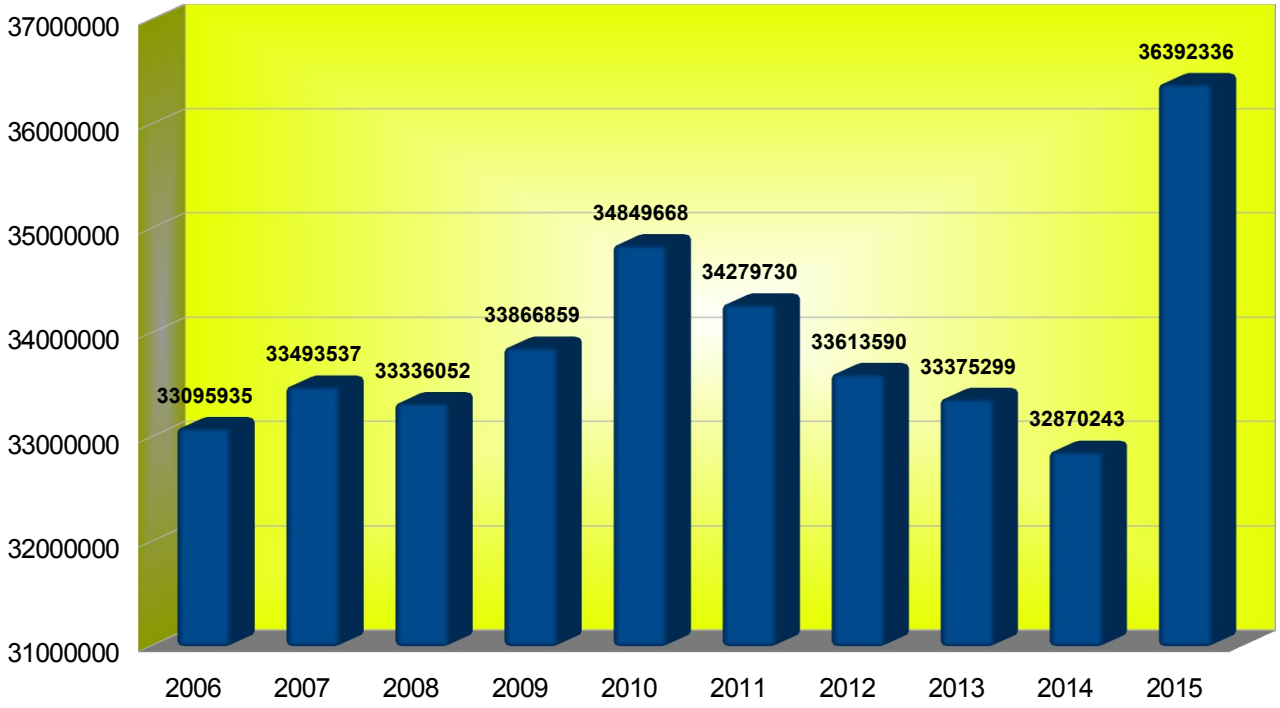



| Volumes 2015 | Total / m3 |
|---|---|
| Volume d'eau potable vendu au cours de l'exercice **[ 4 ]** | 34 662 010 |
| Volume consommé sans comptage ( essais incendie ) **[ 5 ]** | 143 600 |
| Volume d'eau de service des installations de production **[ 8 ]** | 432 609 |
| Volumes de service ( Purge, nettoyage réservoirs, analyseurs de chlore..) **[ 6 ]** | 444 305 |
| Volume de vente d'eau en gros **[ 7 ]** | 1 730 326 |
| Volume d'eau traitée produite **[ 1 ]** | 42 955 508 |
| Volume d'achat d'eau en gros **[ 2 ]** | 6 173 359 |
| Volume d'échange entre UDI **[ 3 ]** | -43 178 |

**La formule qui permet de calculer le rendement des réseaux de distribution d'eau potable**
**R (%) = ( [4] + [5] + [6] + [7] ) * 100 / ( [1] +[2] + [3] - [8] )**

### 3.1.5.2 L'évolution des volumes d'eau d'eau vendus sur la période 2006 - 2015

*Graphique : total des Volumes d'eau potable vendus et des Volumes de vente d'eau en gros ( [4]+[7] )*




***La forte augmentation du volume d'eau vendu en 2015 est proportionnelle à l'augmentation du nombre d'abonnés (voir graphique au paragraphe 3.2.6).***

### 3.1.5.3 Conclusions sur la performance des réseaux de distribution de NOREADE

Différents indicateurs sont utilisés dans le cadre d'un référentiel national

| | Définition | Avantage / Limite |
|---|---|---|
| Rendement de réseau ( % ) | ( Volume consommé+Volume vendu en gros ) / ( Volume produit+ Volume acheté en gros ) | Concept simple . L'indicateur dépend des consommations. Il ne traduit pas la réalité de l'état physique du réseau |
| Indice linéaire de pertes en réseau (m3/j/km) | Cet indicateur évalue les performances du réseau. Il reflète la gestion de l'entretien et du renouvellement du réseau, la lutte contre les volumes détournés et l'amélioration de la précision du comptage.<br>( Volume mis en distribution-Volume consommé ) / (Longueur du réseau * 365 ) | Traduit les pertes sur le réseau. Intègre des estimations : sa fiabilité est moins importante que l'indice des volumes non comptés |
| Indice linéaire des volumes non comptés (m3/j/km) | Cet indice permet de connaître la part des volumes transitant dans le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage.<br>( Volume mis en distribution-Volume comptabilisé ) / ( Longueur de réseau * 365 ) | Traduit l'ensemble des volumes non comptés : les pertes mais aussi les volumes sans comptage.<br>Ne porte pas uniquement sur les pertes |

### Rendement du réseau de distribution ( P 104.3 )

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution.

*Plus le rendement est élevé, moins les pertes par fuites sont importantes. De fait, les prélèvements sur la ressource en eau en sont d'autant diminués. Le décret du 27 janvier 2012 pénalise les collectivités qui ne respectent pas un seuil minimum de rendement , au regard de la consommation de leur service et de la ressource utilisée.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P104.3 | Rendement du réseau de distribution (%) | 76,98 | 74,98 | 75,43 | 76,01 |

***L'adhésion de nouvelles communes pouvant présenter un rendement médiocre peut faire fluctuer de manière négative cet indicateur***

### Indice linéaire des pertes en réseau ( P 106.3 )

*L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P106.3 | Indice linéaire des pertes en réseau ( m3/Km/jour ) | 3,03 | 3,32 | 3,04 | 3,21 |

### Indice linéaire des volumes non comptés ( P 105.3 )

*L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés ( m3/Km/jour ) | 3,19 | 3,48 | 3,19 | 3,37 |

### 3.1.5.4 Rendement et indice linéaire de consommation (ILC) :

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 impose que le rendement du réseau soit supérieur à un rendement cible défini ainsi :

- Pour des unités de production < 2 millions de m3 par an

**Rendement cible (%) = 65 + 0,2 x ILC (m3/km/j) ou 85 %**

- Pour des unités de production > 2 millions de m3 par an

**Rendement cible (%) = 70 + 0,2 x ILC (m3/km/j) ou 85 %**

Le rendement global de Noréade pour l'année 2015 est de **76,01 %** (rendement porté à 76,14 % en comptant les 3 UDI des communes sous contrat de La Bassée et de Sainghin-en-Weppes).

Sur les 182 UDI de Noréade,

**155 UDI respectent individuellement les objectifs du décret du 27 janvier 2012.**

### 3.1.6 La qualité de l'eau potable distribuée

## L'eau du robinet est le produit alimentaire le plus surveillé en France

La qualité de l'eau est appréciée par le suivi des paramètres suivants :

- ✓ La qualité organoleptique ( turbidité, couleur …)
- ✓ La qualité physico-chimique due à la structure naturelle des eaux ( température, dureté, oxygène dissous….)
- ✓ Les substances indésirables ( nitrates, fer, cuivre …)
- ✓ Les substances toxiques ( arsenic, chrome ...)
- ✓ Les pesticides et les produits apparentés (atrazine, diuron, ...)
- ✓ La qualité microbiologique ( coliformes, entérocoques, ...)

Des analyses et des contrôles permanents permettent de s'assurer de la qualité de l'eau brute des ressources et de l'eau distribuée.

Une double surveillance est organisée :

- ✔ Un programme d'auto surveillance est mené par les services de Noréade. Cela correspond à plus de 6000 prélèvements par an.
- ✔ Des contrôles sanitaires officiels sont opérés par les Agences Régionale de Santé ( ARS ). Conformément à la réglementation en vigueur 15 à 520 paramètres sont analysés pour chaque prélèvement. Ils impliquent des prélèvements :
  - Au niveau de la ressource, avant traitement de potabilisation
  - Au point de mise en distribution, après chloration
  - Au plus près du consommateur, dans les établissements recevant du public (écoles, crèches…) ou chez des particuliers

**Taux de conformité microbiologique ( P 101.1 )**

*Le taux de conformité microbiologique de l'eau potable est basé sur les analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Agence Régionale de Santé ( ARS )*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P101.1 | Taux de conformité microbiologique ( % ) | 99,95 | 99,96 | 100 | 99,96 |

*Sur 13 793 analyses de paramètres microbiologiques effectuées, 6 ont été déclarées non conformes*

**Taux de conformité physico-chimique ( P 102.1 )**

*Ce taux de conformité de l'eau potable est basé sur les analyses réalisées dans le cadre du contrôle sanitaire effectué par l'Agence Régionale de Santé ( ARS ) et regroupe l'ensemble des paramètres physico-chimiques suivis ( turbidité, nitrates, pesticides,…..)*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P102.1 | Taux de conformité physico-chimique ( % ) | 98,53 | 99,88 | 99,89 | 99,91 |

*Sur 133 433 analyses de paramètres physico-chimiques effectuées, 126 ont été déclarées non conformes*

Les résultats des contrôles sanitaires officiels témoignent d'une bonne qualité microbiologique et physico-chimique, répondant aux exigences de qualité de la réglementation.

Les taux de conformité inférieurs à 100% sont dus à des dépassements ponctuels (Traitement, paramétrage, interconnexion...) réglés ou en cours de résolution par des actions correctives systématiques et immédiates.

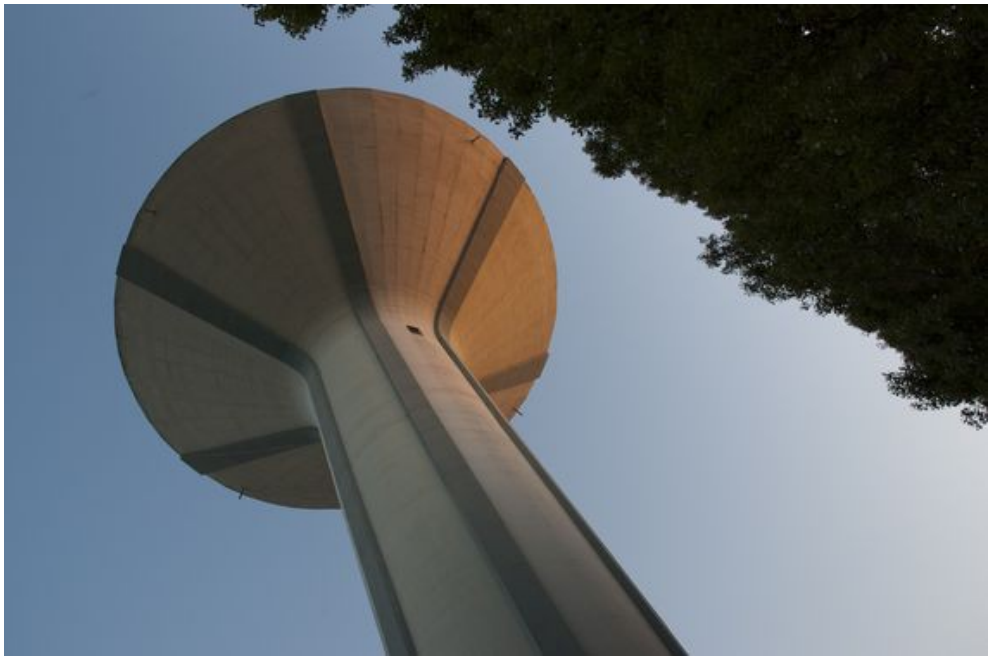
### 3.1.7 Les ouvrages de stockage d'eau potable dans les UDI

Les réservoirs de stockage d'eau potable ont un triple rôle :

- Constituer un réservoir tampon entre la production et la distribution (capacités comprises entre 40 et 6000 m3)
- Permettre le maintien de la pression sur le réseau de distribution.
- Permettre de faire face aux demandes exceptionnelles ( incendie,...),

Les réservoirs équipant les réseaux et installations de production et distribution d'eau potable sont systématiquement vidés, nettoyés, rincés et désinfectés une fois par an, conformément à la réglementation en vigueur ***( Article R.1321-56 du Code de la Santé Publique )***

***Les dates de nettoyage et désinfection des ouvrages de stockage sont repris en annexe du rapport***



### 3.1.7.1 Ouvrages de stockage des communes adhérentes

| | |
|---|---|
| **Nombre d'ouvrages de stockage d'eau potable au 31/12/2015** | 269 |
| **Volume total de stockage** | 138 307 m3 |

### 3.1.7.2 La limitation de la prolifération bactériologique dans l'eau potable des réservoirs

Afin de limiter la prolifération biologique dans l'eau, Noréade assure le suivi régulier des temps de séjour de l'eau dans ses ouvrages de stockage.

La limitation de la prolifération biologique dans l'eau des réservoirs est essentiellement axée sur la régulation de la quantité d'eau stockée dans le réservoir, de son temps de séjour et des conditions de stockage (luminosité, circulation, …).

Le temps de séjour de l'eau dans le réservoir est calculé par comparaison entre la consommation journalière de la distribution du réservoir et le volume utile du réservoir.

Afin de maintenir les qualités bactériologiques de l'eau, le temps de séjour est limité à **3,5 jours** maximum.

Dans le cadre de notre démarche Qualité Sécurité Environnement, une étude sur l'ensemble des ouvrages est menée tous les **5 ans.**

Sur un parc de 253 ouvrages de stockage étudié en 2013, seuls **2 ouvrages** étaient non conformes avec des temps de séjour de **4,3 jours.** La modification des hauteurs de marnage de ces réservoirs a permis de les rendre conformes à notre exigence interne de 3,5 jours maximum.

## 3.2 Les communes et leur réseau de distribution

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a modifié les articles L2224-7-1 et L2224-8-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatifs aux schémas de distribution d'eau potable. Ces schémas doivent désormais inclure un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution .
Ces descriptifs ont pour objectif d'améliorer la connaissance des infrastructures, et en particulier des réseaux d'eau potable, et ainsi de mettre en place et/ou d'améliorer la gestion du patrimoine, ce qui va dans le sens de la pérennité du service et d'une optimisation des investissements nécessaires.

### 3.2.1 Indice de connaissance et gestion patrimoniale

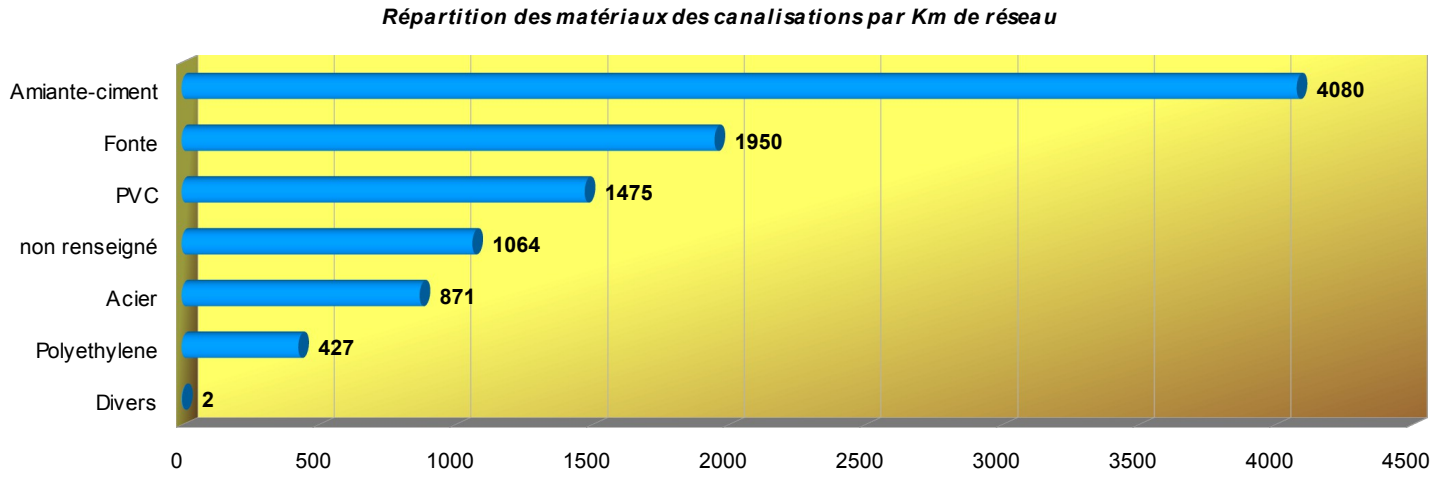
L'indicateur P103.2 traduit la bonne connaissance du patrimoine. Son calcul a été modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013. La valeur de l'indice est comprise entre **0 et 120** avec le barème de cotation suivant :

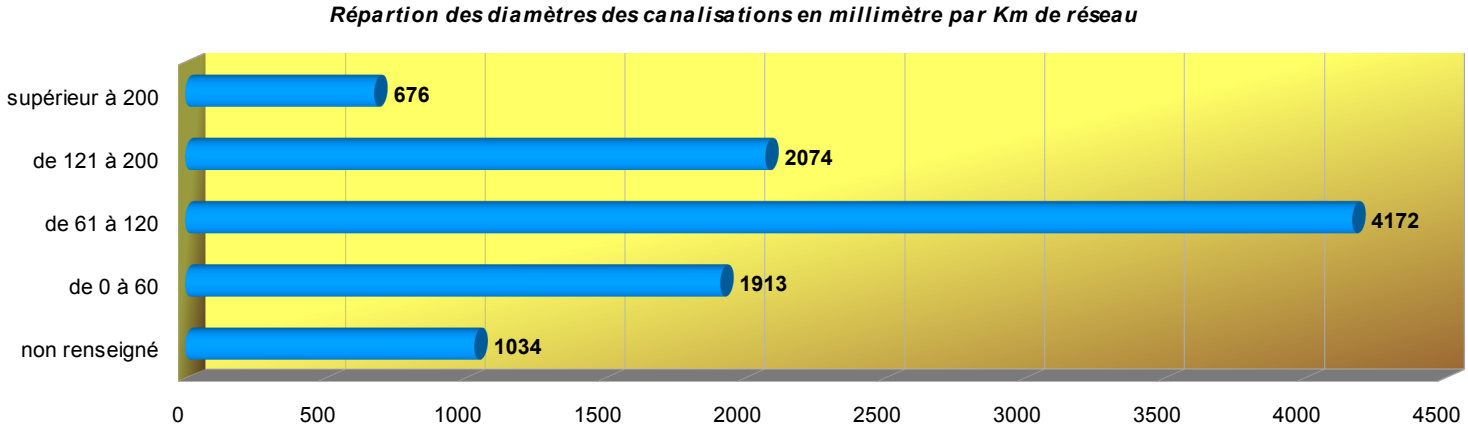
| | Conditions | Points |
|---|---|---|
| A | Existence d'un plan des réseaux | 10 / 10 |
| | Procédure de mise à jour des plans | 5 / 5 |
| B | Inventaire des réseaux avec les diamètres, les matériaux | 14 / 15 |
| | Inventaire des réseaux avec date ou période de pose | 12 / 15 |
| C | Les plans précisent la localisation des ouvrages annexes (vannes, ventouses, purges...) | 10 / 10 |
| | Existence et mise à jour annuel des pompes et équipements électromécaniques sur les ouvrages | 10 /10 |
| | Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements | 10 / 10 |
| | Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du compteur | 10 / 10 |
| | Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de fuite | 10 / 10 |
| | Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions (Réparations,travaux, ....) | 10 / 10 |
| | Existence d'un programme pluriannuel de renouvellement de canalisations | 0 /10 |
| | Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux | 0 / 5 |

L'obtention des **15 points en A** est nécessaire pour ajouter les points de la **section B**
L'obtention des **40 points en A + B** est nécessaire pour ajouter les points de la **section C**

**Indice de connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ( P 103.2 )**
*Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois le niveau de connaissance du réseau et des branchements et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'eau potable.*

| Indicateur | | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|
| P103.2 | Indice de connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau Potable / 120 | 81,00 | 101,00 |




### 3.2.2 Le linéaire de réseaux et les branchements d'eau potable

| | |
|---|---|
| **Nombre total de branchements d'eau potable** | 365 574 |
| **Linéaire total des réseaux de distribution d'eau potable** | 9 869 km |

### 3.2.3 Les branchements plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif en deux phases de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. D'abord 25µg/l jusqu'au 24 décembre 2013 ; puis, au-delà de cette date, la concentration maximale admissible sera de 10µg/l au robinet du particulier. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Depuis 2009, Noréade a mis en œuvre un important programme de renouvellement des branchements en plomb en y affectant un budget d'au moins 1 M€/an, pour répondre aux normes imposées pour 2013. Il faut noter que l'intervention de nos services se limite aux réseaux du domaine public. Les propriétaires sont en effet responsables des canalisations et branchements situés après compteurs.

| | |
|---|---|
| **Nombre de branchements plomb au 01/01/2015** | 22 856 |
| **Nouveaux branchements plomb détectés** (branchements isolés ou inconnus auparavant, communes adhérentes récemment ou reprises en exploitation). Exemple : 1720 Branchements plomb détectés à Aniche adhérentes en 2013 | 7 391 |
| **Nombre de branchements plomb au 01/01/2016** | 27 327 |

Au cours de l'année 2015, 2 920 branchements plomb ont été remplacés.

### 3.2.4 Les activités du service eau potable en nombre d'interventions dans les communes

| Activités | Valeurs 2015 |
|---|---|
| Nombre total d'interventions sur les réseaux de distribution d'eau potable | 2 981 |
| Nombre total d'interventions sur branchements eau potable | 5 966 |
| Nombre total d'interventions sur les systèmes de comptage | 15 625 |

**Les interruptions de service non programmées ( P 151.1 )**

*Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées correspond au nombre de coupures d'eau non programmées pour 1000 abonnés, les interruptions programmées devant être annoncées au moins 24h à l'avance.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P151.1 | Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées / 1000 abonnés | 3,64 | 4,13 | 3,96 | 3,11 |

**Délai maximal d'ouverture des branchements existants pour les nouveaux abonnés ( D 151 )**

*Cet indicateur correspond au délai maximal auquel s'est engagé le service d'eau potable pour fournir de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D151 | Délai maximal d'ouverture de branchements existants / jours | 8 | 8 | 8 | 3 |

**Taux de respect du délai d'ouverture des branchements ( P 152.1 )**

*Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s' applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable.*

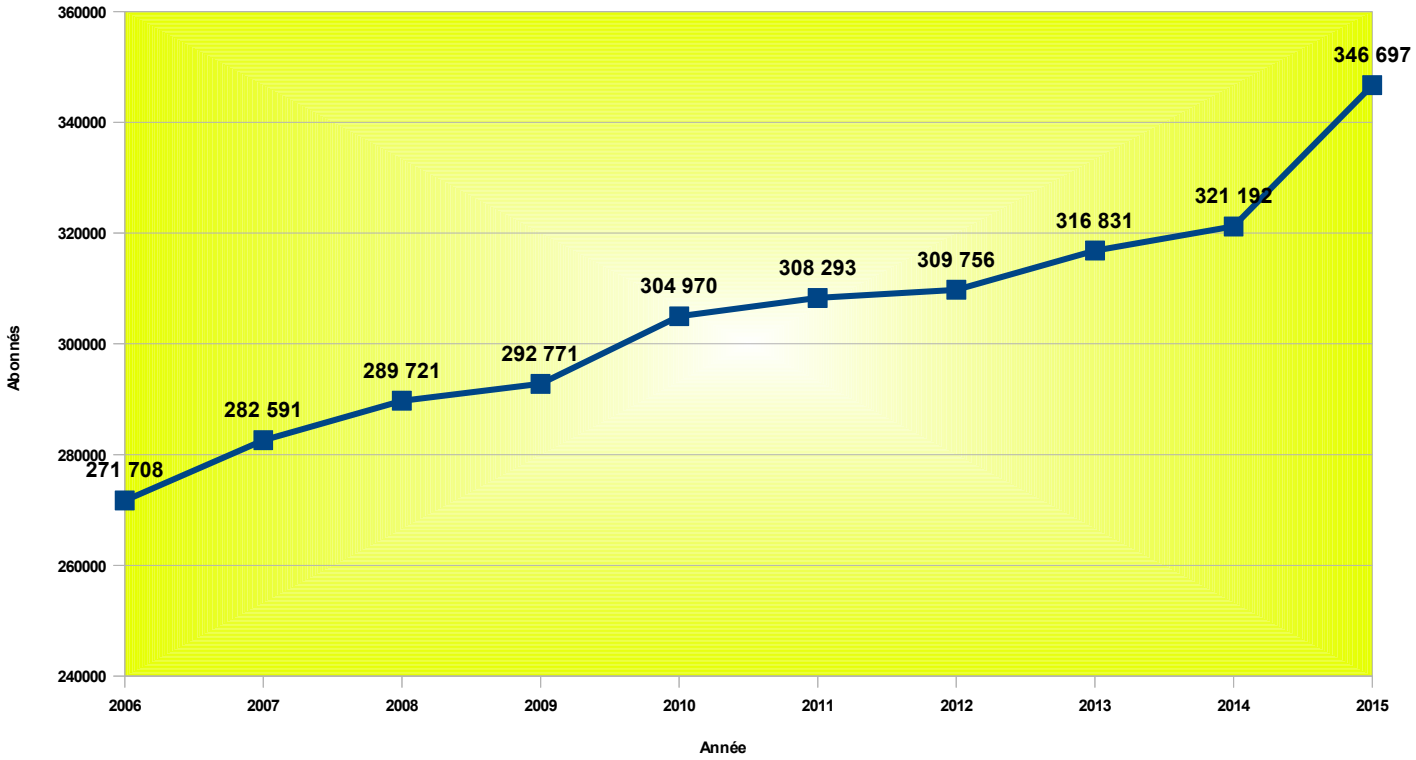
| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P152.1 | Taux de respect du délai d'ouverture des branchements ( % ) | 99,08 | 99,33 | 98,95 | 99,29 |

### 3.2.5 Le volume d'eau consommé dans les communes exploitées par NOREADE

| Nature des branchements | Volumes consommés 2015 en m3 |
|---|---|
| Domestiques | 24 989 249 |
| Industriels | 4 151 310 |
| Agriculteurs | 2 117 442 |
| Vente d'eau en gros | 1 730 326 |
| Bâtiments communaux ( Mairie, école, ...) | 821 472 |
| Administration ( Collège, Lycées, ...) | 684 427 |
| **Total du volume consommé** | **34 494 226** |

### 3.2.6 Le nombre d'abonnés des communes exploitées par NOREADE

| Nature des branchements | Nombre d'abonnés 2015 |
|---|---|
| Domestiques | 333 930 |
| Agriculteurs | 7 247 |
| Bâtiments communaux ( Mairie, école, ...) | 4 586 |
| Industriels | 587 |
| Administration ( Collèges, Lycées, ...) | 306 |
| Vente d'eau en gros | 41 |
| **Total du nombre d'abonnés** | **346 697** |




*Evolution des nombres d'abonnés sur la période 2006 – 2015*

*La forte augmentation du nombre d'abonnés s'explique par la reprise d'exploitation directe en 2015 d'un nombre important de communes déjà adhérentes depuis plusieurs années, en plus de nouvelles adhésions, ainsi que de l'accroissement naturel du nombre d'habitations dans les communes adhérentes.*

## 3.3 Tarification et recettes du service

### 3.3.1 Tarification du service d'eau potable

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- **Délibération du 17/12/2015** fixant les tarifs du service d'eau potable
- **Délibération du 17/12/2015** fixant les frais d'accès au service (Série de prix)

| Tarifs du service d'eau potable | Année 2015 | Année 2016 | Evolution % |
|---|---|---|---|
| Abonnement mensuel en € HT (Compteur calibre 15) | 3,33 | 3,36 | 1,00 % |
| Partie proportionnelle en € HT par m3 | 1,271 | 1,284 | 1,00 % |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'Eau ) en € HT | 0,0975 | 0,0975 | 0 % |
| Redevance de pollution (Agence de l'Eau ) en € HT | 0,388 | 0,388 | 0 % |
| T.V.A | 5,5 | 5,5 | 0 % |

| Tarifs du service d'eau potable | Année 2015 | Année 2016 | Evolution % |
|---|---|---|---|
| Forfait pour ouverture d'un branchement avec déplacement en € HT (Ref 07011101) | 75,03 | 75,78 | 1,00 % |
| Forfait pour fermeture d'un branchement avec déplacement en € HT (Ref 07011100) | 57,71 | 58,29 | 1,00 % |
| Frais d'accès au service en € HT | 23,09 | 23,32 | 1,00 % |
| T.V.A | 10 % | 10 % | 0 % |

**Prix TTC du service public de distribution d'eau potable au m³ (y compris préservation de la nappe et lutte contre la pollution) pour 120 m³ au 1er janvier de l'année suivante ( D 102 )**

*Pour calculer un prix de l'eau au m3, il est nécessaire de rapporter la part fixe de la facture au volume consommé. La norme de référence pour le calcul du prix de l'eau est de 120 m3. Cette norme , qui date de 1989, correspond à une consommation annuelle de référence pour un ménage moyen ( 2.4 personnes )*

| Indicateur | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| D102 | Prix € TTC du service public de distribution d'eau potable | 2,09 | 2,13 | 2,20 | 2,22 |

### 3.3.2 - Recettes du service d'eau potable

| Article | Libellés | Noréade Eau | SIDEN-SIAN |
|---|---|---|---|
| 70111 | Ventes d'eau aux abonnés | 40 239 566,01 | 76 224,91 |
| 70118 | Autres ventes d'eau | 837 957,77 | - |
| 70128 | Autres Taxes et redevances | 3 761,77 | 56 598,09 |
| 703 | Ventes de produits résiduels | 6 691,20 | - |
| 704 | Travaux refacturés ( Branchements, casses de conduites, déplacements.....) | 5 424 405,06 | - |
| 7064 | Location de compteurs | 13 736 372,99 | - |
| 7065 | Commissions sur reversements des redevances d'assainissement | 157 026,87 | - |
| 7068 | Prestations de services | 2 903 309,89 | 450,94 |
| 7083 | Locations diverses | 1 063 710,11 | - |
| 70848 | Mise à disposition de personnel | - | 81 317,62 |
| 70878 | Remboursements de frais | - | 108 131,69 |
| 7088 | Autres produits | 2 257,98 | - |
| 747 | Subventions et participations des collectivités | - | - |
| 748 | Subventions d'exploitation | 158 526,53 | - |

## 3.4 Financement des investissements du service

### 3.4.1 Montants financiers

| Service Eau Potable | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Montant financier HT des travaux payés pendant le dernier exercice / € | 32 094 123,10 | 22 025 258,11 |
| Montant des subventions / € | 9 043 505,89 | 3 481 725,91 |

### 3.4.2 Etat de la dette du service

| Service Eau Potable | | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|
| En cours de la dette au 31 décembre année N (montant restant dû) / € | | 34 547 053,37 | 32 616 135,08 |
| Montant remboursé au cours de l'exercice /€ | En capital / € | 2 070 057,23 | 2 499 653,97 |
| | En intérêts / € | 902 310,17 | 1 152 896,10 |

**Durée d'extinction de la dette ( P 153.2 )**

*Cet indicateur présente le nombre théorique d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser la dette résultant des emprunts contractés pour financer les investissements nécessaires au bon fonctionnement du service d'eau potable.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P153.2 | Durée d'extinction de la dette en années | 1 | 1 | 2 | 2 |

### 3.4.3 Autofinancement

| Service Eau Potable | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Autofinancement net du service en € | 17 204 690,75 | 18 261 087,16 |

## 3.5 Les programmes d'investissement du service d'eau potable

### 3.5.1 Présentation des programmes pluriannuels de travaux Eau Potable adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice ( Autorisation de programme )

| Programmes | Année DOB | Montant / M€ |
|---|---|---|
| Programme de renouvellement des réseaux, branchements et ouvrages existants | 2016 | 9,7 |
| Programme de renouvellement des branchements plomb | 2016 | - |
| Programme de rénovation des réservoirs | 2016 | 1,3 |
| Programme d'acquisition d'équipements ( compteurs radio relèves,..... ) | 2016 | 5,7 |
| Programme d'interconnexion et de sécurisation en eau potable sur le territoire SIDEN-SIAN | 2016 | 2,4 |
| Contribution au budget général pour les interventions sur les bâtiments administratifs | 2016 | 0,8 |

### 3.5.2 Programme de travaux Eau Potable adopté par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 2015

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| ABSCON | ABSCON (Nord) – Rues du Blot et du Riot du Poste | 110 000,00 |
| AIX | AIX (Nord) – Rues de l' Eglise et Gaston Vérité | 85 000,00 |
| ANICHE | ANICHE (Nord) – Cavalier d'azincourt | 50 000,00 |
| ANICHE | ANICHE (Nord) – Contour de la Place (rues Jaurès et Vambrouck) | 220 000,00 |
| AUBY | AUBY (Nord) –Modification du réseau avec le contournement d'Auby | 140 000,00 |
| AULNOIS-SOUS-LAON | AULNOIS-SOUS-LAON (Aisne) – Rue de la Gare | 30 000,00 |
| AVESNELLES | AVESNELLES (Nord) – Rue du Moulinet | 200 000,00 |
| AVESNES-LES-AUBERT | AVESNES-LES-AUBERT (Nord) – Rue Sadi Carnot (1ère partie) | 170 000,00 |
| BAILLEUL | BAILLEUL (Nord) – Rue de Locre | 50 000,00 |
| BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS | BEAUVOIS-EN-CAMBRESIS (Nord) - Rue Victor Hugo | 50 000,00 |
| BELLIGNIES | BELLIGNIES (Nord) – Rénovation de branchements rues du Moulin et Vitalaire | 50 000,00 |
| BIACHE-SAINT-VAAST | BIACHE-SAINT-VAAST (Pas-de-Calais) – Cité Ghesquière et rue de Verdun | 120 000,00 |
| BOUCHAIN | BOUCHAIN (Nord) – Boulevard Louis Havez, rues J. Jaurès et G. Daix | 380 000,00 |
| BREBIERES | BREBIERES (Pas-de-Calais) – Rues Blériot et des Tilleuls | 150 000,00 |
| BREBIERES LAMBRES-LES-DOUAI | LAMBRES-LEZ-DOUAI VITRY-EN-ARTOIS (Nord et Pas-de-Calais) – Interconnexion (2ème phase) – Brebières – Vitry-en-Artois | 1 000 000,00 |
| BRIASTRE | BRIASTRE (Nord) – Rues Victor Hugo et Aristide Briand | 150 000,00 |
| CATILLON-SUR-SAMBRE | CATILLON-SUR-SAMBRE (Nord) – Rues du collège et de Mazinghien | 270 000,00 |
| CAUROIR | CAUROIR (Nord) – Route de Carnières | 210 000,00 |
| CERFONTAINE | CERFONTAINE (Nord) - Bouclage de sécurisation avec le réseau de Ferrière-la-Grande | 70 000,00 |
| CRESPIN | CRESPIN (Nord) – Rue de l'Avenir Prolongé | 15 000,00 |
| CREVECOEUR-SUR-L'ESCAUT PROVILLE | Interconnexion entre l'UDI de CREVECOEUR-SUR-ESCAUT et l'UDI de PROVILLE | 800 000,00 |
| DOUCHY-LES-MINES | DOUCHY-LES-MINES (Nord) - Rue du Docteur Schweitzer | 10 000,00 |
| ENQUIN-LES-MINES | ENQUIN-LES-MINES (Pas-de-Calais) - Rues de la fosse et du cimetière | 230 000,00 |
| ERRE | ERRE (Nord) – Unité de traitement – Rénovation de la batterie de déférisation | 200 000,00 |
| ESCARMAIN | ESCARMAIN (Nord) – Rue Blanche Cornette | 70 000,00 |
| ESCAUDAIN | ESCAUDAIN (Nord) – Rénovation de branchements rue Ledru Rollin | 100 000,00 |
| ESQUELBECQ | ESQUELBECQ (Nord) – Route de Bergues | 110 000,00 |
| ESSIGNY-LE-GRAND | ESSIGNY-LE-GRAND (Aisne) – Rues de Caestre et de Flandres | 260 000,00 |
| ESTAIRES | ESTAIRES (Nord) - Rue Jeanne d'Arc | 50 000,00 |
| ESTREUX | ESTREUX (Nord) – Rue de Lattre de Tassigny | 50 000,00 |
| ETROEUNGT | ETROEUNGT (Nord) – Equipement etraccordement du forage F2 | 500 000,00 |
| FERRIERE-LA-PETITE | FERRIERE-LA-PETITE (Nord) – Rue Marx Dormoy | 150 000,00 |
| GONDECOURT | GONDECOURT (Nord) – Rue Germain Delebecque | 120 000,00 |
| GUESNAIN | GUESNAIN (Nord) – Boulevard Croizat | 500 000,00 |
| HANTAY | HANTAY (Nord) – Rue rouget de l'Isle | 45 000,00 |
| HERZEELE | HERZEELE (Nord) – Route d'Herzeele | 150 000,00 |
| HON-HERGIES | HON-HERGIES (Nord) – Ferme de la Louvière | 40 000,00 |
| HONDEGHEM | HONDEGHEM (Nord) - Grand'Place | 150 000,00 |
| JENLAIN | JENLAIN (Nord) – Rue de Verdun | 20 000,00 |

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| JONCOURT | JONCOURT (Aisne) – Rue de la Belle Etoile | 32 000,00 |
| LA GORGUE | LA GORGUE (Nord) – Rues du Bassin, de Béthune, de la Lys, du Général de Gaulle et de la Perche | 300 000,00 |
| LESTREM | LESTREM (Pas-de-Calais) – Aérodrome – Bouclage entre Merville et Lestrem | 180 000,00 |
| LIEU-SAINT-AMAND | LIEU-SAINT-AMAND (Nord) – Rues des Ecoles, E. Zola, Calmette et Chemin des Biefs | 280 000,00 |
| LIGNY-EN-CAMBRESIS | LIGNY-EN-CAMBRESIS (Nord) – Rue s. Carnot (1ère partie) | 150 000,00 |
| LOURCHES | LOURCHES (Nord) – Rues Raspail et Parmentier | 60 000,00 |
| LOUVIGNIES-QUESNOY | LOUVIGNIES-QUESNOY (Nord) – Bouclage avec le réseau de Le Quesnoy et antennes en polyéthylène | 350 000,00 |
| MAIRIEUX | MAIRIEUX (Nord) – Raccordement de sécurité avec le réseau de Maubeuge | 50 000,00 |
| MAMETZ | MAMETZ (Pas-de-Calais) – Grand'Rue | 110 000,00 |
| MARCHIENNES | MARCHIENNES (Nord) – Rue J. Jaurès, Pasteur, de l' Abreuvoir et Place de la République | 270 000,00 |
| MASNY | MASNY (Nord) – Rues de la Jauderaie et du Bosquet | 35 000,00 |
| MERVILLE | MERVILLE (Nord) – Pont des Capucins et rue d'Estaires | 120 000,00 |
| METEREN | METEREN (Nord) – Rue de la Besace | 410 000,00 |
| MONTBREHAIN | MONTBREHAIN (Aisne) – Rue de Premont | 342 000,00 |
| NEUVILLE-SUR-ESCAUT | NEUVILLE-SUR-ESCAUT (Nord) – Rue Pierre Delcourt | 75 000,00 |
| NIEPPE | NIEPPE (Nord) – Rues Louis Loucheur, Saint-exupéry, Faidherbe, Gambetta, Carnot, des Tilleuls et Place Jeanne d'Arc | 330 000,00 |
| NOYALES | NOYALES (Aisne) – Route de Macquigny | 26 000,00 |
| OCHTEZEELE | OCHTEZEELE (Nord) – Route de Saint Omer | 128 000,00 |
| ORSINVAL | ORSINVAL (Nord) – Construction d'une citerne incendie Route de Valenciennes | 70 000,00 |
| OUDEZEELE | OUDEZEELE (Nord) – Construction d'une citerne incendie Centre Village | 70 000,00 |
| PAILLENCOURT | PAILLENCOURT (Nord) – Rue G. Bétrancourt (1ère partie) | 170 000,00 |
| PECQUENCOURT | PECQUENCOURT (Nord) – Rues Gabriel Péri et Zénon Facon | 330 000,00 |
| PETIT-FAYT | PETIT-FAYT (Nord) – Chemin de Dompierre (1ère partie) | 250 000,00 |
| PONT-A-MARCQ | PONT-A-MARCQ (Nord) – Route Nationale (renforcement du réseau exploité en délégation) | 350 000,00 |
| PRESEAU | PRESEAU (Nord) – Quartier C. Durieux | 90 000,00 |
| PROVILLE | PROVILLE (Nord) - Rues R.Coty et des Gallo-Romains | 60 213,81 |
| PROVILLE | PROVILLE (Nord) – Réalisation d'un 2ème forage sur le champ captant de PROVILLE | 100 000,00 |
| RACHES | RACHES (Nord) – Rue de la Gare | 70 000,00 |
| RADINGHEM-EN-WEPPES | RADINGHEM-EN-WEPPES (Nord) – Rue Ponchel Boutry | 170 000,00 |
| RENESCURE | RENESCURE (Nord) – Route de Cassel | 200 000,00 |
| REXPOEDE | REXPOEDE (Nord) – Rue d'Ypres (RD 916a) | 300 000,00 |
| ROEULX | ROEULX (Nord) – Rue Brosselette, Max Dormoy et avenue de la Gare | 100 000,00 |
| ROOST-WARENDIN | ROOST-WARENDIN (Nord) – Rue Voltaire (1ère partie) et rue Jules Guesdes | 330 000,00 |
| RUESNES | RUESNES (Nord) – Antennes en polyéthylène | 20 000,00 |
| RUMEGIES | RUMEGIES (Nord) – Construction d'une citerne incendie à proximité des ateliers communaux et de la salle de sport | 70 000,00 |
| SAINS-DU-NORD | SAINS-DU-NORD (Nord) – Rues Gambetta et Jules Rioux | 530 000,00 |
| SAINT-AMAND-LES-EAUX | SAINT-AMAND-LES-EAUX (Nord) – Avenue du Clos (1ère partie) | 500 000,00 |
| SAULZOIR | SAULZOIR (Nord) – Rues J. Mermoz et J.Jaurès | 300 000,00 |
| SEBOURG | SEBOURG (Nord) – Ruelle de la Bergère | 100 000,00 |

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| SOLESMES | SOLESMES (Nord) – Rues de l'Ermitte et Henri Renaud | 130 000,00 |
| SOMMAING-SUR-ECAILLON | SOMMAING-SUR-ECAILLON (Nord) – Rue de Robinson | 140 000,00 |
| STEENE | STEENE (Nord) – Rue de la Mairie | 90 000,00 |
| STEENWERCK | STEENWERCK (Nord) – Hameau de la croix du Bac | 80 000,00 |
| TEMPLEUVE | TEMPLEUVE (Nord) – Rue de Péronne | 60 000,00 |
| THEROUANNE | THEROUANNE (Pas-de-Calais) – UDI : Rénovation de branchements | 100 000,00 |
| THIENNES | THIENNES (Nord) – Rues aux Lourches et Impasse Bart | 30 000,00 |
| THUN-SAINT-AMAND | THUN-SAINT-AMAND (Nord) – Cité du Pinson | 30 000,00 |
| VAUXREZIS | VAUXREZIS (Aisne) – Route de Pasly | 73 000,00 |
| WAHAGNIES | WAHAGNIES (Nord) – Rue Anatole France | 50 000,00 |
| | Amélioration de l'aménagement de terrains des ouvrages d'eau pour optimiser leur gestion et leur entretien | 100 000,00 |
| | Déplacement, modification et rénovation de réseaux en coordination avec les travaux d'aménagement réalisés sur les voiries départementales sur l'ensemble du territoire de compétence | 200 000,00 |
| | Programme annuel de renouvellement des branchements en plomb (7ème année) | 1 000 000,00 |
| | Programme annuel de mise en conformité des périmètres de protection des champs captants nouvellement autorisés (Salomé, Locquignol,...) ou nécessitant des dispositions urgentes après inspection | 100 000,00 |
| | Programme de réfection des réservoirs selon l'ordre de priorité du programme pluriannuel (Dompierre-sur-Helpe, Beauvois-en-Cambrésis, Escaudoeuvres, Troisvilles, Saint-Jans-Cappel, Monceau-les-Leups, Chéret, Bohain-en-Vermandois, Aulnoye-Aymeries, Pecquencourt et Vitry-en Artois) | 1 000 000,00 |
| | Programme pluriannuel de mise en conformité des périmètres de protection par rapport aux prescriptions des arrêtés d'autorisation existants (5ème année) | 200 000,00 |

### 3.5.3 Le renouvellement des réseaux d'eau potable

| Années | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| Linéaire total des réseaux /km | 9 555,980 | 9 596,770 | 9 793,280 | 9 770,740 * | 9 869,490 |
| Linéaires renouvelés /km | 18,887 | 22,242 | 31,424 | 26,537 | 33,528 |

* baisse due à la suppression des conduites de vidanges du réseau AEP dans le comptage du logiciel SIG

**Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable ( P 107.2 )**

*Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P107.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux Eau Potable ( % ) | 0,25 | 0,28 | 0,26 | 0,27 |

***En 2015 Noréade a renouvelé 33 528 ml de réseau d'eau potable.***

## 3.6 Actions de solidarité dans le domaine de l'eau

La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 a prévu la mise en place d'un dispositif d'aide aux personnes et aux familles qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures d'eau
Une convention nationale « solidarité eau » a été signée le 28 avril 2000 entre l'état, la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies et l'Association des Maires de France, qui s'articule autour de 3 grands axes :

- ✓ Le maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en difficulté
- ✓ La prise en charge financière de tout ou partie de leurs factures d'eau lorsqu'elles ne peuvent s'en acquitter
- ✓ Des actions d' information et de pédagogie pour un bon usage de l'eau

Noréade s'est associé à ce dispositif pour la part de la facture lui revenant en procédant à un abandon de créance aux titres de l'eau et de l'assainissement. On retrouve la participation de Noréade dans l'indicateur officiel suivant :

**Le montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'eau Potable ( P 109.0 )**

*Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fond de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P109.0 | Montant des abandons de créance ou de versements à un fond de solidarité eau potable ( €/m3 ) | 0,000808 | 0,002020 | 0,002010 | 0,001949 |

***En 2015, 66 400 € ont été versés à un fond de solidarité eau ( Pour rappel en 2014, 67 100 € ont été versés)***

**Taux d'impayés( P 154.0 )**

*Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente ( % ) | 1,10 | 1,20 | 1,13 | 1,27 |

# 4 La Défense Extérieure Contre l'Incendie

Les compétences en matière de lutte contre l'incendie font appel à différents services : les services d'incendie et de secours, les maires et les services d'eau potable.
De nouvelles dispositions ont été introduites par l'article 77 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 (dite « Loi Warsmann »), et ont été codifiées aux articles L2225-1 à L2225-3 du C.G.C.T. : la Défense Extérieure Contre l'Incendie se trouve ainsi érigée en un service public à caractère administratif relevant d'une compétence à part entière, totalement distincte de la compétence Eau Potable.

Le SIDEN-SIAN s'est dotée d'une compétence supplémentaire à la carte : « **Défense Extérieure Contre l'Incendie** » (DECI), lors du Comité Syndical du 25 juin 2013.

Les principales attributions « DECI » sont notamment les suivantes :

- Le Syndicat est compétent pour assurer, en qualité de maître d'ouvrage, la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services incendie et de secours. Il est également chargé d'intervenir en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement.

- Dans ce cadre, le Syndicat assure l'identification, l'accessibilité, la signalisation et la numérotation des points d'eau incendie, ainsi qu'en amont de ceux-ci, la réalisation d'ouvrages, aménagements et travaux nécessaires pour garantir la pérennité ou le volume de leur approvisionnement. Lorsque la réalisation d'ouvrages, d'aménagements et de travaux sur le réseau d'eau potable du Syndicat est nécessaire pour assurer la défense incendie d'une partie du territoire syndical, le Comité du Syndicat délibère sur les conditions et les modalités de prise en charge de ces investissements.

- Les contrôles techniques des points d'eau incendie ainsi que les opérations de maintenance et de renouvellement de l'ensemble des ouvrages contribuant à la constitution du service relevant de la compétence « Défense Extérieure Contre l'Incendie » transférée au Syndicat sont effectués par le Syndicat.

## 4.1 Les ouvrages de défense incendie des communes ayant transféré la compétence

Au 31/12/2015, 384 communes avaient transféré leur compétence DECI au SIDEN-SIAN.

| Ouvrages | Nombre *(Valeur avril 2016)* |
|---|---|
| Poteaux et Bouches d'incendie | 8 864 |
| Citernes, réserves incendie et points d'aspiration | 240 |

### 4.1.1 La conformité des ouvrages de défense incendie

Actuellement, les poteaux et bouches incendie sont conformes à la réglementation s'ils peuvent délivrer un débit de 60 M3 heure sous un bar de pression. La circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 précise en effet que les sapeurs pompiers doivent trouver sur les lieux d'un sinistre le moyen et en tout temps, 120m3 d'eau utilisable en 2 heures.

| | Nombre *(Valeur avril 2016)* |
|---|---|
| PI/BI conformes | 4 690 |
| % d'ouvrages conformes | 55,4 % |

Le décret N°2015-235 du 27 février 2015 prévoit la mise en place, sous un délai de deux ans, d'un règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie, qui redéfinirait les règles de conformité des différents ouvrages concourant à la DECI.

### 4.1.2 Les interventions sur les ouvrages de défense incendie

| | Nombre *(Année 2015)* |
|---|---|
| Campagne d'entretien des accès | 1 944 |
| Campagne d'entretien de la signalisation | 3 770 |
| Campagne de pesage | 3 081 |
| Petites réparations d'hydrants | 203 |
| Réparations d'hydrants | 156 |
| Remises à niveau d'hydrants | 27 |
| Renouvellements d'hydrants | 188 |
| Créations d'hydrants | 5 |
| *Nombre total d'interventions sur les ouvrages* | *9 374* |

## 4.2 Tarification et recettes du service

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- **Délibération du 17/12/2015** fixant le tarif du service

### 4.2.1 Tarification du service

| Tarifs du service | Année 2015 | Année 2016 | Evolution % |
|---|---|---|---|
| Cotisation DECI au SIDEN-SIAN par habitant en € TTC | 3,00 | 5,00 | 66 % |

### 4.2.2 Recettes du service

En 2015, les cotisations DECI communales au SIDEN-SIAN d'un montant de 1 266 516,00 € TTC génère une recette de 1 044 875,70€ H.T. pour Noréade (Reversement de 99 % de la cotisation déduction faite de la TVA de 20%)

### 4.2.3 Répartition des dépenses

| Type de dépense | Année 2015 |
|---|---|
| Dépenses d'exploitation | 408 780,00 € |
| Dépenses d'équipement | 522 100,00 €<br>dont 366 600,00 € en renouvellement |
| Annuité d'emprunt<br>(reprise du passif des communes adhérentes) | 24 755,96 € |

# 5 LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La patrimoine assainissement du SIDEN-SIAN au 31/12/2015 en quelques chiffres :

| Ouvrages | Chiffres 2015 |
|---|---|
| Stations d'épuration | 261 |
| Station de pompage d'eaux usées | 2 224 |
| Linéaire de canalisation d'assainissement ( séparatif, unitaire et pluvial ) | 6 145 Km |

### Estimation du nombre d'habitants desservis ( D 201 )

*Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D201 | Estimation du nombre d'habitants desservis | 514 710 | 566 567* | 530 583 | 562 960 |

**** La valeur calculée pour 2013 est erronée ( estimé à 522 650 )***

### Taux de réclamations ( P 258.1 )

*Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'assainissement collectif, rapporté à 1000 abonnés.*
*Sont prises en compte les réclamations sur l'odeur, les débordements, les infiltrations, la qualité de la relation clientèle, etc. Les réclamations sur le prix ne sont pas prises en compte. Cet indicateur témoigne du niveau de satisfaction des abonnés*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P258.1 | Taux de réclamations pour 1000 abonnés | 2,43 | 2,03 | 1,82 | 1,40 |

## 5.1 Les communes et leurs agglomérations d'assainissement

### 5.1.1 Les agglomérations d'assainissement collectif

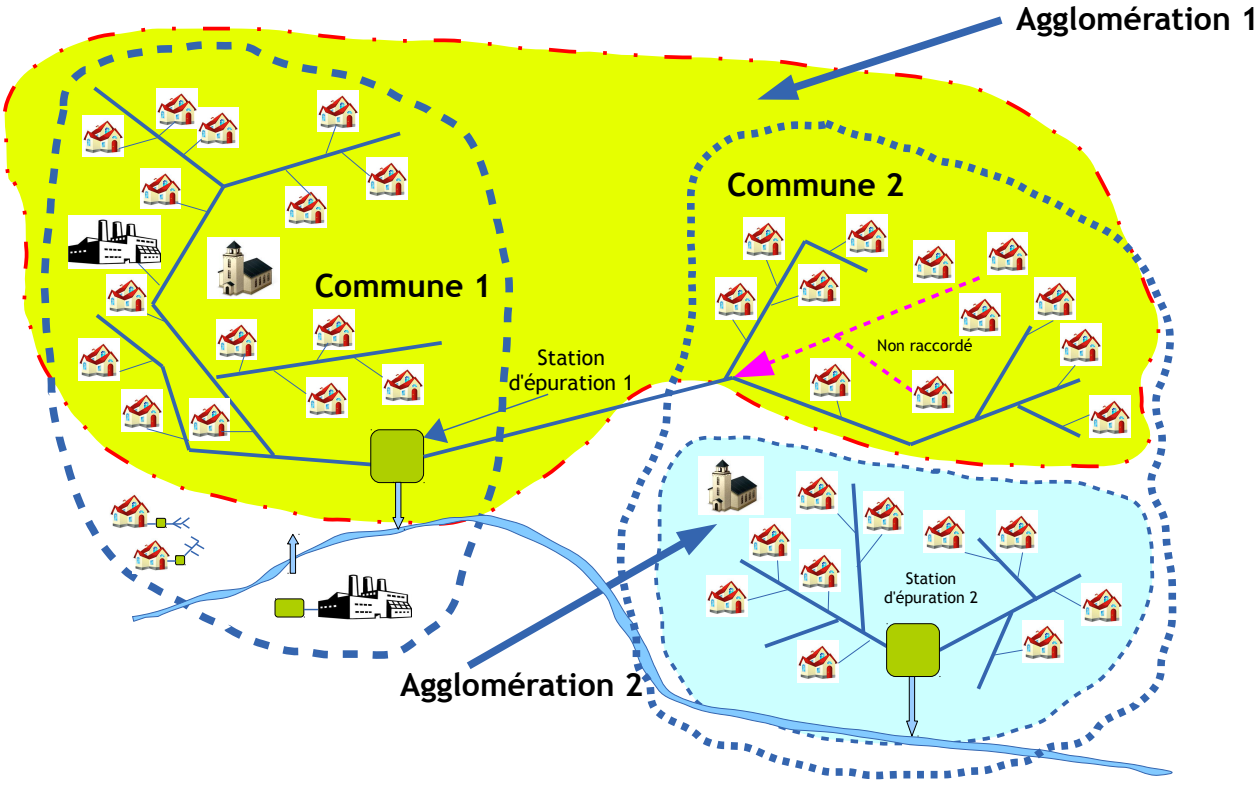
L'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales définit l'agglomération d'assainissement comme la « zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration ou un point de rejet final ». Le guide des définitions de la directive européenne 91/271/CEE relative aux eaux résiduaires urbaines précise la méthode de détermination du périmètre de l'agglomération (cf. schéma ci-contre ).

L'agglomération d'assainissement est constituée :

- des abonnés raccordés aux réseaux de collecte des eaux usées ;

- des abonnés non raccordés mais potentiellement raccordables.

Les abonnés de l'assainissement non collectif, ainsi que les entreprises/usines possédant leur propre station de dépollution, donc ne rejetant aucun effluent dans les réseaux collectifs, ne font pas partie de l'agglomération d'assainissement.




**Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées ( P 201.1 )**

*Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résidants en zone d'assainissement collectif.*

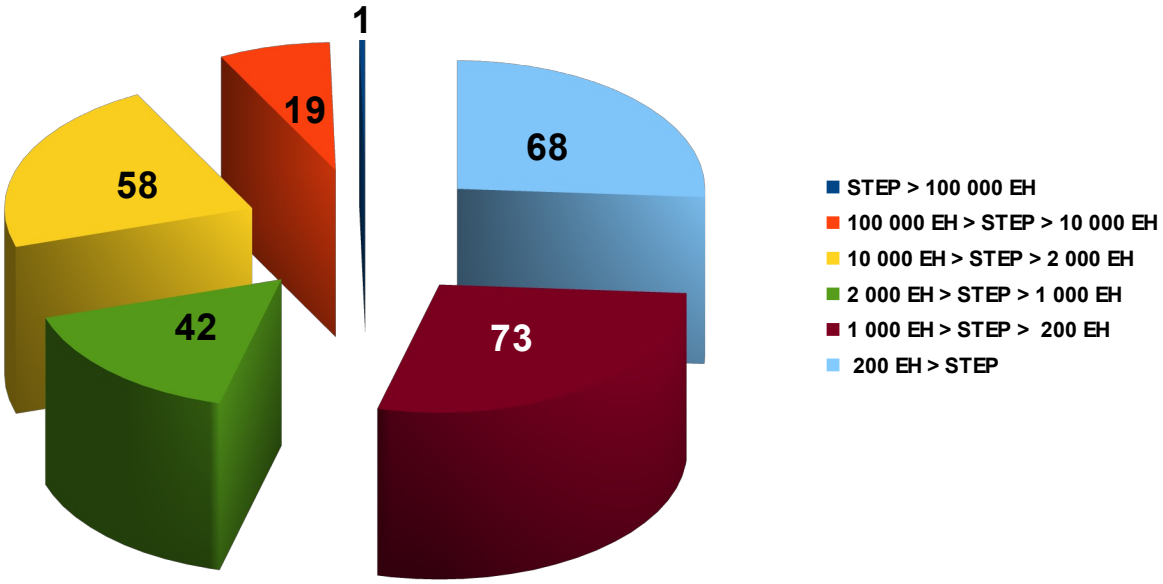
| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P201.1 | Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées ( % ) | 83,73 | 86,73* | 85,49 | 89,77 |

** La valeur calculée pour 2013 est erronée (estimée à 84,61%) - Cet indicateur est calculé sur l'ensemble des communes adhérentes. Il peut régresser en fonction de nouvelles adhésions (augmentation du nombre d'abonnés à desservir). Dans l'absolu, la desserte s'améliore chaque année avec le programme d'investissements réalisé par Noréade.*

### 5.1.2 Les ouvrages d'épuration

| | |
|---|---|
| Nombre total de stations d'épuration | 261 |
| Nombre total d'équivalents habitants | 862 956 |

#### 5.1.2.1 Représentation du nombre de stations d'épuration par classe de capacité




#### 5.1.2.2 Répartition des capacités des équivalents habitants des stations d'épuration

| Classes de capacité des stations d'épuration (STEP) | Equivalents habitants |
|---|---|
| STEP > 100 000 EH | 110 000 |
| 100 000 EH > STEP > 10 000 EH | 355 500 |
| 10 000 EH > STEP > 2 000 EH | 289 667 |
| 2 000 EH > STEP > 1 000 EH | 62 721 |
| 1 000 EH > STEP > 200 EH | 39 163 |
| 200 EH > STEP | 5 905 |

#### 5.1.2.3 Répartition des types de traitement en nombre et en équivalents habitants

| Types de traitement des stations d'épuration | Nombre | Equivalents habitants |
|---|---|---|
| Boues activées faible charge | 155 | 818 756 |
| Lagunage | 52 | 34 072 |
| Autres mini stations d'épuration | 54 | 10 128 |

### 5.1.2.4 Les capacités et les normes de rejet des stations d'épuration

**Les normes de rejets imposées aux stations d'épuration**

La Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des Eaux Résiduaires ( DERU ) et l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 (qui a remplacé celui du 22 juin 2007), définissent les prescriptions relatives à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité.

Ces textes fixent notamment les caractéristiques minimales imposées sur les rejets au milieu naturel et les modalités d'auto-surveillance.

L'auto surveillance des stations d'épuration repose sur des appareils de mesure de débit en continu en entrée et/ou en sortie ainsi que des prélèvements représentatifs des flux de pollution sur 24h. La fréquence des prélèvements dépend de la capacité de traitement de la station d'épuration.

Les paramètres de suivi de la qualité des eaux usées et des eaux traitées sont des paramètres globaux correspondant aux principales formes de pollutions :

- **MES** : Matières en suspension qui représentent les particules minérales et organiques en suspension dans les effluents
- **DBO5** : Demande biologique en oxygène sur 5 jours : mesure la quantité d'oxygène dissous consommée par les micro-organisme pour dégrader les matières biodégradables.
- **DCO** : Demande chimique en oxygène : Indicateur des matières organiques biodégradables et non biodégradables.
- **NGL** : Azote global : la somme de toutes les formes d'Azote (organique, ammoniacale, nitrates et nitrites)
- **NTK** : Azote Kjeldahl Total : paramètre qui caractérise la pollution azotée non oxydée ( organique et ammoniacale )
- **N-NH4** : Azote ammoniacal qui traduit habituellement un processus de dégradation incomplète de la matière organique
- **P** : Phosphore total : paramètre qui caractérise la pollution phosphorée

### 5.1.2.5 Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel

**Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau ( P 254.3 )**

*Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.Cet indicateur résulte des conformités des seules stations d'épuration du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées avec la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO).*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P254.3 | Conformité des performances d'épuration au regard de l'acte individuel (%) | 94,84 | 93,92 | 96,60 | 90,30 |

***La baisse de cet indicateur de performance s'explique par la prise en compte des déversements en tête de station dans le calcul des rendements épuratoires, suite au déploiement en cours de l'auto-surveillance (déversoirs en tête de station et réseau de collecte).***

***L'indicateur peut fluctuer en fonction des conditions climatiques annuelles (impact de la pluie sur les réseaux unitaires) ou avec la prise en compte d'ouvrages supplémentaires suite à des nouvelles adhésions de communes.***

### 5.1.3 -Conformité de la collecte, des équipements et de la performance des stations d'épuration

**Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application des articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 du CGCT (> ou = 2 000 EH) ( P203.3 )**

*Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.*
*Cet indicateur résulte des conformités des seuls réseaux de collecte du service (y compris ceux se déversant dans une station d'épuration non gérée par le service de l'assainissement) générant plus de 2 000 équivalents-habitants de Charge Brute de Pollution Organique charge (CBPO), pondérées avec cette même CBPO.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P203.3 | Conformité de la collecte des effluents (%) | 100 | 95,44 | 99,68 | 79,98 |

**Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application des articles R.2224-6 et R.2224-10 à R.2224-17 du CGCT (> ou = 2 000 EH) ( P204.3 )**

*Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.*
*Cet indicateur résulte des conformités des seules stations d'épurations du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées avec la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO).*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P204.3 | Conformité des équipements d'épuration (%) | 99,69 | 83,47 | 85,82 | 93,28 |

**Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application des articles L.2224-8 et R.2224-10 à R.2224-16 du CGCT (>ou= 2 000 EH)( P205.3 )**

*Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.*
*Cet indicateur résulte des conformités des seules stations d'épurations du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées avec la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO).*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P205.3 | Conformité de la performance d'épuration (%) | 99,26 | 82,29 | 85,02 | 80,90 |

***La baisse de P203.3 et P205.3 s'explique par le défaut d'équipement d'autosurveillance pour une partie des points de surverse (déversoirs d'orage et trop-pleins) sur les réseaux de collecte (points A1) ou en entrée de stations d'épuration (points A2). L'ensemble des équipements sera achevé en début d'année 2017. L'absence d'une partie des équipements d'autosurveillance n'entraîne pas de défaillance de fonctionnement des réseaux d'assainissement.***

***Pour les exercices 2012 et 2015, nous n'avons été destinataires des avis de conformité que de façon partielle. Les indicateurs ont été calculés avec les données reçues.***

### 5.1.4 - La gestion des boues des stations d'épuration

Les Stations d'épuration génèrent des sous produits tels que les boues. Près de 100% des boues produites par Noréade sont valorisées en agriculture, mais ces pratiques, qui s'inscrivent dans le développement durable, suscitent parfois craintes et interrogations. Au delà des clichés, Noréade doit relever le défi de la maîtrise des filières en amont, et la mise en œuvre de la réglementation assurant traçabilité et garantissant l' innocuité des boues épandues.

Les boues issues de l'épuration ne sont pas de simples déchets. Elles peuvent être recyclées et utilisées de façon efficace pour se substituer aux engrais.
Avant tout épandage, Noréade doit obligatoirement :

- Réaliser une étude préalable. Cette étude permet de déterminer les contraintes de recyclage agricole ( calendrier d'épandage, parcelles mises à disposition, études de sol )
- Etablir une convention avec chaque agriculteur partenaire
- Effectuer des analyses de boues et de sols
- Etablir chaque année des plans prévisionnels d'épandages
- Rendre compte au préfet à la fin de chaque période d'épandage ( Bilans annuels )

**Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation ( P 206.3 )**

*Cet indicateur mesure le pourcentage la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.*
*Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes (%) | 100 | 100 | 100 | 100 |

**Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration ( D 203 )**

*Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D203 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (en tonne de matière sèche ) | 6 656 | 6 699 | 7 781 | 7 797 |

***Les fluctuations de l'indicateur sont essentiellement dues à la forte variation des quantités de boues stockées en fin d'année sur chaque station. Les épandages sont conditionnés par la météo entre septembre et novembre.***

**Le devenir des boues des stations d'épuration :**

| Destination des boues | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Boues produites par les stations d'épuration en tonne de matière sèche | 5 988 | 6 275 |
| Boues épandues en agriculture en tonne de matière sèche | 7 555 | 7 365 |
| Boues mises en centre agrée de stockage de déchets ultimes ou valorisées énergétiquement (cimenterie) ou compostées - en tonne de matière sèche | 226 | 432 |

***La différence entre le tonnage des boues produites et celui des boues évacuées, est due non seulement au effet du stockage mais également à l'ajout de produit de conditionnement (type chaux vive /éteinte et chlorure ferrique). La chaux augmente par ailleurs la valeur agronomique des boues pour l'usage en agriculture.***

## 5.2 - Les communes et leur réseau d'assainissement collectif

### 5.2.1 - Le zonage d'assainissement dans les communes

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, renforcée par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, impose aux collectivités territoriales au titre des compétences obligatoires, la mise en place d'un service Public d'Assainissement Non Collectif et le contrôle de toutes les installations d'assainissement non collectif.
Avant la mise en place d'un service Public d'Assainissement Non Collectif, chaque collectivité territoriale doit réaliser un zonage d'assainissement définissant les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif.
Le zonage doit faire l'objet d'une étude préalable puis être soumis à enquête publique avant d'être annexé au PLU de chaque commune.
Le zonage d'assainissement est un document qui permet, à partir d'une analyse technico économique et d'analyses de sol , de faire un choix sur l'assainissement à mettre en place dans les zones à urbaniser:

- Les zones d'assainissement collectif
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif

| Etat d'avancement des zonages approuvés | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Nombre de communes ayant un zonage approuvé | 392 | 411 |
| Nombre de communes adhérentes en assainissement collectif | 551 | 577 |
| Taux d'avancement | 71,1% | 71,2 % |

| | |
|---|---|
| Logements en zone d'assainissement collectif desservis | 242 126 |
| Logement en zone d' assainissement collectif à desservir | 25 454 |
| Logements en zone d'assainissement non collectif | 31 042 |

***Chiffres au 31 / 12 / 2015***

### 5.2.2 - L'état d'avancement des réseaux d'assainissement collectif

**356 communes**, soit **62 %** des communes adhérentes, sont complètement équipées.

L'application SPIRA (Suivi du Programme d'Investissement des Réseaux d'Assainissement) permet notamment un suivi détaillé par commune de l'avancement concernant la desserte en Assainissement Collectif et les travaux réalisés ou restant à réaliser.

### 5.2.3 - Les autorisations de déversement d'effluents industriels

Conformément à l'article L.1331-10 du Code de Santé Publique, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé. Les demandes d'autorisation de déversement font l'objet d'une délibération éventuellement complétée d'une convention précisant les conditions techniques, administratives et financières applicables aux rejets.
Ainsi, pour améliorer la qualité des eaux rendues au milieu naturel, un contrôle des rejets des industriels est mis en place.
En signant une convention avec Noréade, l'industriel s'engage à rejeter des eaux usées dans des limites fixées, compatibles avec leur transport et leur traitement sur les ouvrages publics d'assainissement collectif.

**Nombre d'autorisations de déversement d'effluents non domestiques ( D 202 )**

*Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D202 | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents industriels | 35 | 38 | 38 | 41 |

### 5.2.4 - Les industriels autorisés à déverser leurs effluents dans les réseaux du SIDEN-SIAN

| COMMUNE | ETABLISSEMENT | DATE DE LA CONVENTION | STATION D'EPURATION |
|---|---|---|---|
| Avesnes sur Helpe | Centre Hospitalier | 11/12/2012 | Avesnes sur Helpe |
| Awoingt | CEDILAC - CANDIA | 14/03/2002 | Beauvois I et II |
| Bailleul | PGI (ex. NORDLYS) | 11/08/1998 | Bailleul |
| Bailleul | Abattoir de Bailleul (S.O.F.A.) | 25/08/2008 | Bailleul |
| Bergues | COCA-COLA Production | 17/12/2003 | Bergues |
| Bertry | EUREPONGE | 23/05/2008 | Le Cateau Cambrésis |
| Bertry | HYODALL | 23/05/2008 | Le Cateau Cambrésis |
| Beuvry la Forêt | VERCAMERT VOLAILLES | 25/06/2013 | Beuvry la Forêt |
| Biache Saint Vaast | UM CORPRATION | 15/10/2012 | Biache Saint Vaast |
| Biache Saint Vaast | FINIMETAL | 15/07/2014 | Biache Saint Vaast |
| Bierne | BALL PACKAGING EUROPE | 25/05/2005 | Bierne |
| Bierne | APPE France | 10/12/2009 | Bierne |
| Bohain en Vermandois | NEXANS | 18/06/2012 | Bohain en Vermandois |
| Brebières | SJ LAVAGE | 12/03/2015 | Brebières |
| Caudry | TNT | 16/04/2002 | Beauvois I et II |
| Caudry | SPAC NESTLE | 17/04/2002 | Beauvois I et II |
| Caudry | SICOS | 19/04/2002 | Beauvois I et II |
| Caudry | SA CAUDRESIENNE | 29/04/2002 | Beauvois I et II |
| Caudry | COLOREDO | 30/04/2002 | Beauvois I et II |
| Crespin | BOMBARDIER Transports | 09/06/2006 | Crespin |
| Eppe-Sauvage | Aquarium Val Joly | 17/06/2011 | Willies Val Joly |
| Jenlain | Brasserie DUYCK | 28/06/1991 | Jenlain |
| Le Cateau Cambrésis | TREMOIS | 25/04/2003 et 18/12/2014 | Le Cateau Cambrésis |
| Masnières | GRAPHIC PACKAGING | 12/03/2015 | Masnières |
| Mecquignies | Chèvrerie PIRIOU Patrick | 12/03/2015 | Bavay |
| Merville | TRAITEX | 10/07/1995 | Merville |
| Merville | LYS SERVICES | 02/12/2004 | Merville |
| Mortagne du Nord | DELQUIGNIES | 09/10/2009 | Mortagne du Nord |
| Nieppe | Société DELACRE | 13/08/1999 | Nieppe |
| Quaedrype | DECOCK | 15/10/2013 | Bierne |
| Rouvignies | OXYLANE | 12/12/2013 | Rouvignies |
| St Amand les Eaux | GSK ex-Stérilyo | 28/04/2008 | St Amand les Eaux |
| St Amand les Eaux | Ets Thermal | 23/04/2010 | St Amand les Eaux |
| St Amand les Eaux | BOCQUET | 01/10/2010 | St Amand les Eaux |
| St Amand les Eaux | Société ST GERY | 19/11/2010 | St Amand les Eaux |
| Thumeries | TEREOS | 28/04/2008 | Thumeries |
| Villers Outréaux | BONTEMPS | 22/06/2012 | Villers Outréaux |
| Villers Outréaux | BROD'DECHIM | 22/06/2012 | Villers Outréaux |
| Villers Outréaux | POTENCIER BRODERIES | 18/06/2012 | Villers Outréaux |
| Vitry en Artois | LE PETIT CUISINIER | 10/12/2009 | Vitry en Artois |
| Wallers | SATEL | 01/02/2002 | Wallers |

### 5.2.5 - Indice de connaissance et gestion patrimoniale

L'indicateur P202.2 traduit la bonne connaissance du patrimoine. Son calcul a été modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013. La valeur de l'indice est comprise entre **0 et 120** avec le barème de cotation suivant :

| | Conditions | Points |
|---|---|---|
| **A** | Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées | 10 / 10 |
| | Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux | 5 / 5 |
| **B** | Existence d'un inventaire des réseaux (diamètres, matériaux) et procédure de mise à jour annuelle | 10 / 10 |
| | Inventaire des réseaux avec diamètres, matériaux (>50%) - Etat 2015: 73,91 % | 2 / 5 |
| | L'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés sur plan des réseaux | 0 / 10 |
| | Inventaire des réseaux avec date ou la période de pose (>50%) | 0 / 5 |
| **C** | Le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations | 0 / 10 |
| | Inventaire des réseaux avec altimétrie (>50%) | 0 /5 |
| | Le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement, déversoirs d'orage,...) | 10 / 10 |
| | Inventaire des équipements électromécaniques sur les ouvrages (GMAO) avec mise à jour annuelle | 10 / 10 |
| | Le plan ou l'inventaire des réseaux mentionne le nombre de branchements entre deux regards de visite | 10 / 10 |
| | L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) | 10 / 10 |
| | Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation (dates, état des réseaux, notamment par caméra, travaux effectués à leur suite) | 0 /10 |
| | Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) | 0 / 5 |

L'obtention des **15 points en A** est nécessaire pour ajouter les points de la **section B**
L'obtention des **40 points en A+B** est nécessaire pour ajouter les points de la **section C**

**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées ( P 202.2 )**

*Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois le niveau de connaissance du réseau et des branchements et l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'assainissement*

| Indicateur | | 2015 |
|---|---|---|
| **P202.2** | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte | 27 |

***Un programme d'actions sera mis en place en 2016-2017 pour améliorer notre connaissance des caractéristiques des réseaux d'assainissement ( diamètre, matériaux et année de pose ). Ces actions permettront d'atteindre la barre des 40 points pour les parties A et B et ainsi valider les points de la partie C***

### 5.2.6 - Le linéaire de réseaux d'assainissement

| Réseau unitaire | Réseau séparatif usé | Réseau séparatif pluvial | Réseau sous pression | Divers et non identifié | Stations de pompage |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 578 Km | 1 826 Km | 1 854 Km | 856 Km | 31 Km | **2 224** |

**Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte d'eaux usées ( P 253.2 )**

*Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **P253.2** | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte d'eaux usées (%) | 0,24 | 0,26 | 0,24 | 0,26 |

***Noréade poursuit l'effort sur les investissements de premier équipement en réseaux et stations d'épuration. Un programme technique a été également mis en place pour permettre le maintien en état des ouvrages existants. En 2015, 13 438 ml de réseaux ont été renouvelés.***

### 5.2.7 - L'auto surveillance des réseaux d'assainissement

**Objectifs de l'auto surveillance des réseaux**

L'auto surveillance des réseaux d'assainissement a pour finalité une meilleure maîtrise des rejets des effluents y compris dans les circonstances exceptionnelles ( événements météorologiques particuliers ).
L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 (qui a remplacé celui du 22 juin 2007) fixe les actions à mettre en œuvre pour assurer le contrôle du respect de ces obligations réglementaires.
Cette démarche, au delà de son caractère obligatoire, s'inscrit dans une démarche qualité visant :

- Pour Noréade à vérifier, en continu, l'adéquation entre les objectifs fixés et les résultats obtenus
- Pour les services de police de l'eau, à disposer de données fiables sur le fonctionnement du système d'assainissement.

Elle est l'occasion pour Noréade d'améliorer le suivi du fonctionnement de ses réseaux d'assainissement par la mise en place d'appareils de mesure et de suivi permettant d'avancer vers la notion de diagnostic permanent des ouvrages principaux.

### 5.2.8 - Le patrimoine auto surveillé des communes du SIDEN-SIAN

- **Estimation des débits déversés sur les réseaux**

L'estimation des débits déversés concerne les ouvrages dont le flux de DBO5 est compris entre **120 et 600 Kg/jour ( 2 000 EH et 10 000 EH )**

**58** agglomérations sont concernées. Tous les dossiers de mise en œuvre de l'auto surveillance sont en cours de réalisation

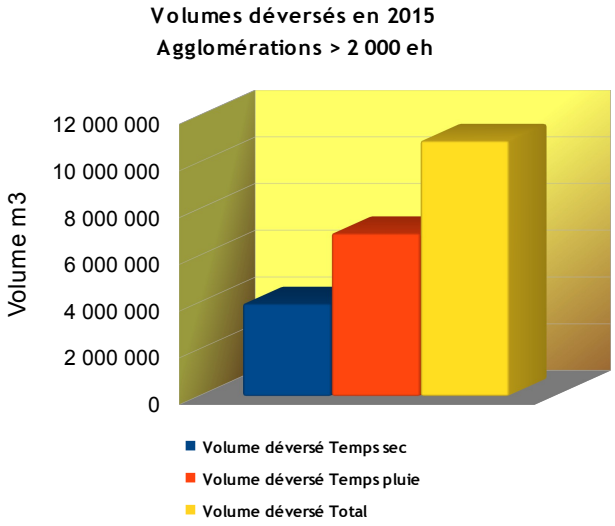
- **Mesure de débits déversés et estimation des charges déversées sur les réseaux**

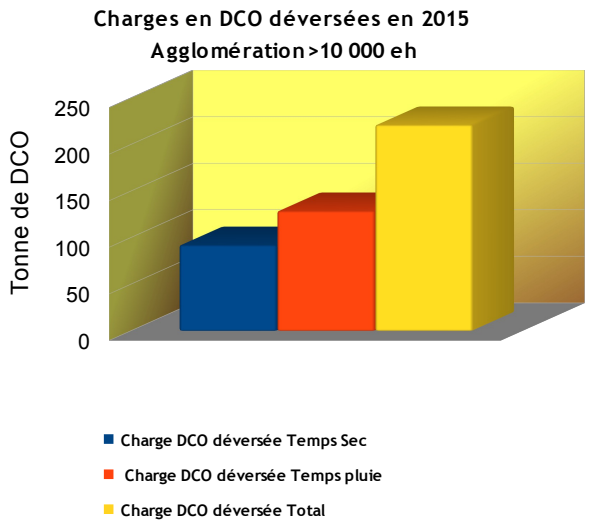
La mesure des débits déversés concerne les ouvrages dont le flux de DBO5 est supérieur **à 600 Kg/jour ( 10 000 EH ).**

**20** agglomérations sont concernées et équipées.

L'estimation des charges déversées s'applique aux ouvrages ayant un flux de DBO5 supérieur à **600 Kg/jour ( 10 000 EH )**

Toutes les données issues des déversoirs d'orage auto surveillés sont transmises par l'intermédiaire d'un système de télégestion vers un logiciel de traitement et de suivi.




La charge en DCO correspond à une pollution : l'objectif est d'avoir le moins de charge possible en DCO par temps sec. (Les volumes temps secs sont calculés à partir de durées de ressuyage allant de 6h à 24h)

### Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées ( P 255.3 )

*Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel, rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P255.3 | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte | 73 | 83 | 96 | 101 |

## 5.2.9 Les interventions du service assainissement collectif dans les communes du SIDEN-SIAN

| Ouvrages | Nombre d'interventions curatives 2015 |
|---|---|
| Bouche d'égout | 1 283 |
| Branchement assainissement | 1 561 |
| Réseau assainissement | 800 |
| Station de refoulement | 214 |

### Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km ( P 252.2 )

*L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P252.2 | Nombre de points du réseau nécessitant au moins deux interventions de curage | 96 | 101 | 316 | 358 |
| | Linéaire de réseau de collecte (Km) - Hors réseau pluvial | 3 771 | 3 955 | 4 099 | 4 260 |
| | Nombre de points du réseau nécessitant au moins deux interventions de curage pour 100 km de réseau | 2,54 | 2,55 | 7,71 | 8,40 |

***Une nouvelle application mise en place pour l'enregistrement des « points noirs » réseaux a été progressivement utilisée entre 2010 et 2014. Il en résulte un meilleur enregistrement des « points noirs » , ce qui explique la hausse de l'indicateur.***

**Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers ( P 251.1 )**

*Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P251.1 | Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers / 1000 habitants | 0,01 | 0,00 | 0,01 | 0,01 |

*On dénombre 3 débordements d'effluent dans les locaux d'usager en 2015*

### 5.2.10 - Les linéaires de réseaux et branchements d'assainissement inspectés par caméra

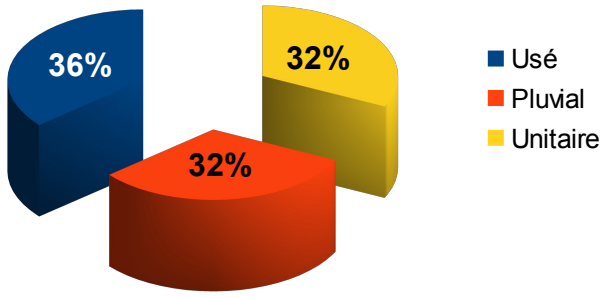
Les interventions d'inspection vidéo de réseaux de collecte réalisées par NOREADE sont de deux types :

- Intervention curative lors de détection de dysfonctionnement de réseau ( bouchage, casse,...)
- Intervention préventive lors de la programmation de travaux de voirie communale ( diagnostique de réseau )

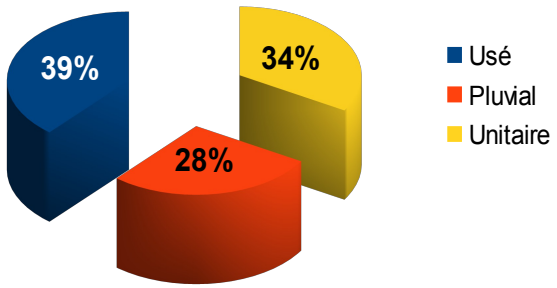
Au cours de l'année 2015, les linéaires de réseaux et branchements inspectés par caméra se décomposent de la manière suivante :

| Ouvrages | Usé | Unitaire | Pluvial |
|---|---|---|---|
| Réseaux ( m ) | 26 614 | 23 682 | 23 404 |
| Branchements ( nombre ) | 525 | 455 | 376 |
| Taux d'inspection / 100Km de réseau | 1,68% | 1,54% | 1,51% |

Répartition des réseaux inspectés par type




Répartition des branchements inspectés par type



## 5.3 - Tarification et recettes du service

### 5.3.1 - Tarification du service d'assainissement collectif

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- **Délibération du 17/12/2015** fixant les tarifs du service d'assainissement collectif

| Tarifs du service d'assainissement collectif | Année 2015 | Année 2016 | Evolution % |
|---|---|---|---|
| Abonnement mensuel en € HT | 5,83 | 5,89 | 1,00 % |
| Partie proportionnelle en € HT par m3 consommé | 1,660 | 1,677 | 1,00 % |
| Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau ) en € HT | 0,266 | 0,266 | 0 % |
| T.V.A | 10 % | 10 % | 0 % |

**Prix TTC du service d'assainissement au m$^3$ (y compris modernisation des réseaux) pour 120 m$^3$ au 1$^{er}$ janvier de l'année suivante ( D 204 )**

*Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau, ainsi que la TVA.*

| Indicateur | | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|---|
| D204 | Prix € TTC du service public d'assainissement collectif | 2,59 | 2,71 | 2,76 | 2,79 |

### 5.3.2 - Recettes du service d'assainissement collectif

| Article | Libellés | Noréade Assainissement | SIDEN-SIAN |
|---|---|---|---|
| 703 | Ventes de produits résiduels | 1 664,60 | - |
| 704 | Travaux refacturés ( Branchements, casses de conduites, déplacements....) | 1 594 366,34 | - |
| 70611/706811 | Redevances d'assainissement collectif | 47 351 413,82 | 453 904,38 |
| 7068 | Prestations de service | 794 353,38 | -10,88 |
| 70848 | Mise à disposition de personnel | - | 111 181,05 |
| 70878 | Remboursements de frais | - | 92 681,43 |
| 7088 | Autres produits | 203,79 | - |
| 741 | Primes et surprimes d'épuration | 710 010,57 | - |
| 7474/7475 | Cotisations syndicales des communes | - | 12 326 834,28 |
| 748 | Subventions d'exploitation | - | - |
| 70613 | Participation forfaitaire à l'assainissement collectif | 1 683 391,19 | - |
| 754 | Taxe assainissement | 518 537,91 | - |

## 5.4 - Financement des investissements du service

### 5.4.1 - Montants financiers

| Service Assainissement collectif | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Montant financier des travaux payés pendant le dernier exercice (en € HT) | 30 418 008,36 | 28 167 235,76 |
| Montant des subventions en K€ | 8 610 819,18 | 11 627 686,79 |

### 5.4.2 - Etat de la dette du service d'assainissement collectif

| Service Assainissement collectif | | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|
| En cours de la dette au 31 décembre 2015 (montant restant dû) / € | | 73 453 621,71 | 81 632 269,78 |
| Montant remboursé au cours de l'exercice /€ | En capital / € | 4 289 790,67 | 4 550 026,52 |
| | En intérêts / € | 912 432,21 | 1 132 465,42 |

**Durée d'extinction de la dette ( P 256.2 )**

*Cet indicateur présente le nombre théorique d'années nécessaires à la collectivité pour rembourser la dette résultant des emprunts contractés pour financer les investissements nécessaires au bon fonctionnement du service d' assainissement collectif.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P256.2 | Durée d'extinction de la dette | 2 | 3 | 3 | 3 |

### 5.4.3 - Autofinancement

| Service Assainissement collectif | 2014 | 2015 |
|---|---|---|
| Autofinancement net du service en € | 22 618 233,40 | 24 490 984,22 |

## 5.5 - Les programmes d' investissement du service

### 5.5.1 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux d'Assainissement Collectif de NOREADE adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

| Programmes | Montant pour 2016 en M€ |
|---|---|
| Construction et rénovation de stations d'épuration | 8,0 |
| Création de réseaux d'assainissement - Travaux autofinancés (Dpt 59) | 6,0 |
| Création de réseaux d'assainissement - Travaux subventionnés en partie (P.P.C. A.E.A.P.) | 6,0 |
| Renouvellement des réseaux d'assainissement | 6,0 |
| Dépenses d'équipement hors programmes de travaux | 5,0 |
| Contribution à la création et à la rénovation des bâtiments administratifs | 0,6 |

### 5.5.2 - Présentation des programmes pluriannuels de travaux d'Assainissement Collectif de NOREADE adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 2015

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| AIX-LES-ORCHIES | AIX-LES-ORCHIES (Nord) – Rues de l'Obeau, du Général Koenig, Sadi Carnot et de Lannay | 600 000,00 |
| ANOR | ANOR (Nord) – Chemin Latéral et Quartier Milourd (1ère et 2ème parties) | 920 000,00 |
| ANOR | ANOR (Nord) – Rues Fostier Bayard et Pasteur | 150 000,00 |
| AVESNES-SUR-HELPE | AVESNES-SUR-HELPE (Nord) – Cité Fénelon | 230 000,00 |
| AVESNES-SUR-HELPE | AVESNES-SUR-HELPE (Nord) – Rue d'Aulnoye | 420 000,00 |
| BACHY | BACHY (Nord) – Route Départementale 955 (de l'ancienne gare à Mouchin) | 360 000,00 |
| BAVAY | BAVAY (Nord) – Place Saint Maur | 100 000,00 |
| BEAUFORT | BEAUFORT (Nord) – Rue Georges Clémenceau et rue Ferry (en partie) | 150 000,00 |
| BEAUMETZ-LES-AIRES | BEAUMETZ-LES-AIRES (Pas-de-Calais) – Route de Boulogne (1ère partie) | 130 000,00 |
| BELLIGNIES | BELLIGNIES (Nord) – Rue Vitalaire et rue du Moulin (2ème partie) | 670 000,00 |
| BERGUES | BERGUES (Nord) – Rue du marché aux lins | 180 000,00 |
| BERSEE CAPPELLE-EN-PEVELE | BERSEE CAPPELLE-EN-PEVELE (Nord) – Rues de Wattines et Florimond Desprez | 450 000,00 |
| BETTIGNIES | BETTIGNIES (Nord) – Route de Mons (2ème partie) | 240 000,00 |
| BEUGNIES | BEUGNIES (Nord) – Chemin Courbet | 55 000,00 |
| BIACHE ST VAAST | BIACHE-SAINT-VAAST (Pas-de-Calais) – Impasse Joffre | 190 000,00 |
| BIERNE | BIERNE (Nord) – Impasse de Bierendyck | 150 000,00 |
| BOESEGHEM | BOESEGHEM (Nord) – Rues du Moulin et Basse | 550 000,00 |
| BORRE | BORRE (Nord) – RD 642 et route de Caestre | 270 000,00 |
| BOUSIGNIES-SUR-ROC | BOUSIGNIES-SUR-ROC (Nord) – Rue de la roue Sèche (2ème partie), de Solre-sur-Sambre et Najeau | 350 000,00 |
| BRISSY-HAMEGICOURT | BRISSY-HAMEGICOURT (Aisne) – Création d'un réseau d'assainissement rues Hurteau, de la Barrière et Saint Maixent | 540 300,00 |
| CAGNONCLES | CAGNONCLES (Nord) – Station de refoulement rue de Naves | 100 000,00 |
| CAUDRY | CAUDRY (Nord) – Rue de Quiévy, Route Nationale, Rue de Clary en partie et Boulevard du 19 mars 1962 (1ère partie) | 310 000,00 |
| COUSOLRE | COUSOLRE (Nord) – Rue Neuve | 40 000,00 |
| CRESPIN | CRESPIN (Nord) – Rue de la Renaissance et quartier Abraham | 170 000,00 |
| DAMOUSIES | DAMOUSIES (Nord) – Rue de Maubeuge | 290 000,00 |
| DRINCHAM | DRINCHAM (Nord) – Place de la Mairie | 40 000,00 |
| ENGLEFONTAINE | ENGLEFONTAINE (Nord) – Ouvrage de transfert vers Poix-du-Nord | 400 000,00 |
| ENNEVELIN | ENNEVELIN (Nord) – Raccordement du lotissement du Canton de Saint-Vaast | 200 000,00 |
| ESCARMAIN | ESCARMAIN (Nord) – Rue du Grand Marais – Remplacement du réseau pluvial | 60 000,00 |
| ESCARMAIN | ESCARMAIN (Nord) – Rues Blanche cornette et du Petit Marais | 340 000,00 |
| ESQUELBECQ | ESQUELBECQ (Nord) – Rue de la Gare (remplacement du réseau pluvial) | 130 000,00 |
| ESTAIRES | ESTAIRES (Nord) – Rue Jeanne d'Arc | 140 000,00 |
| ETROEUNGT | ETROEUNGT (Nord) – Rues des Orfèvres et Maurice Hedon, Place de la Mairie | 650 000,00 |
| FAUQUEMBERG | FAUQUEMBERGUES (Pas-de-Calais) – Rue de Fruge | 170 000,00 |
| FLINES LES RACHES | FLINES-LEZ-RACHES (Nord) – Rues du Bois et Brossolette | 240 000,00 |
| FLINES-LES-MORTAGNE | FLINES-LES-MORTAGNE – (Nord) – Hameau du Rouillon (2ème partie) | 770 000,00 |
| GENECH | GENECH (Nord) – Rue de la Libération | 160 000,00 |

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| GHISSIGNIES | GHISSIGNIES (Nord) – Renouvellement de l'OTEU | 165 000,00 |
| HARGNIES | HARGNIES (Nord) – Rue du Coutant (5ème partie) | 570 000,00 |
| HAUT-LIEU | HAUT-LIEU (Nord) – Modification de réseau séparatif implanté sur terrain privé | 170 000,00 |
| HECQ | HECQ (Nord) – Rues de Mormal et de l'Eglise | 350 000,00 |
| HEURINGHEM | HEURINGHEM (Pas-de-Calais) – Rues des Quénelets (1ère et 2 ème parties), de l'Eglise (1ère partie) et sous le Bois | 920 000,00 |
| HONDEGHEM | HONDEGHEM (Nord) – Grand'Place | 80 000,00 |
| HONSCHOTTE | HONDSCHOTTE (Nord) – Chemin du Moulin | 62 000,00 |
| HONSCHOTTE | HONDSCHOTTE (Nord) – Station d'épuration | 3 700 000,00 |
| JONCOURT | JONCOURT (Aisne) – Rue de la belle Etoile | 45 000,00 |
| LA GORGUE | LA GORGUE (Nord) – Rue de Gaulle et de la Perche | 220 000,00 |
| LA GROISE | LA GROISE (Nord) – Reprise des rejets rues de Guise et de Landrecies | 260 000,00 |
| LA LONGUEVILLE | LA LONGUEVILLE (Nord) – Lotissement des Cytises | 70 000,00 |
| LANDRECIES | LANDRECIES (Nord) – Route de Guise (RD 934)(2ème partie) | 380 000,00 |
| LE CATEAU CAMBRESIS | LE CATEAU-CAMBRESIS (Nord) – Rue Fontellaye Dejardin | 30 000,00 |
| LE CATEAU CAMBRESIS | LE CATEAU-CAMBRESIS (Nord) – Transfert vers la nouvelle station d'épuration | 450 000,00 |
| LE FAVRIL | LE FAVRIL (Nord) – Rue du Bois (RD 316)(1ère partie) | 190 000,00 |
| LE MAISNIL RADINGHEM-EN-WEPPES | LE MAISNIL RADINGHEM-EN-WEPPES (Nord) – Route Départementale 161 | 760 000,00 |
| LE QUESNOY | LE QUESNOY (Nord) – Rue des Lombards | 210 000,00 |
| LEDRINGHEM | LEDRINGHEM (Nord) – Contour de l'Eglise | 70 000,00 |
| LESTREM | LESTREM (Pas-de-Calais) – La Basse Rue, Rues A. Grunew ald, de l'Epinette (2ème partie) et du Maréchal Leclerc (2ème partie) | 1 080 000,00 |
| MAIRIEUX | MAIRIEUX (Nord) – RN 2 (2ème partie) | 50 000,00 |
| MARBAIX | MARBAIX (Nord) – Hameau Baptiste | 290 000,00 |
| MARESCHES | MARESCHES (Nord) – Chemin du Gravier (refoulement) | 70 000,00 |
| MARETZ | MARETZ (Nord) – Rue des Alliés | 60 000,00 |
| MERCK-SAINT-LIEVIN | MERCK-SAINT-LIEVIN (Pas-de-Calais) – Rues du Moulin et Principale (1ère et 2ème parties), de l'Eglise et du Hammelet | 1 100 000,00 |
| MERCKEGHEM | MERCKEGHEM (Nord) – Route de Cassel | 310 000,00 |
| METEREN | METEREN (Nord) – Chemin du Rossignol | 80 000,00 |
| METEREN | METEREN (Nord) – Rue de Vyverput | 170 000,00 |
| MEZIERES-SUR-OISE | MEZIERES-SUR-OISE (Aisne) – Rue de l'Eglise | 50 000,00 |
| NEUVILLE-SUR-ESCAUT | NEUVILLE-SUR-ESCAUT (Nord) – Rue Pierre Delcourt | 120 000,00 |
| NEUVILLY | NEUVILLY (Nord) – Rue de Montay et du Marais | 390 000,00 |
| NIEPPE | NIEPPE (Nord) – Rues Louis Loucheur, du centre et du Moulin | 200 000,00 |
| NIVELLE | NIVELLE (Nord) – Rue P. Dutrieux (2ème partie) | 170 000,00 |
| NOORDPEENE | NOORDPEENE (Nord) – Chemin du Ballinberg et rue Ronde | 280 000,00 |
| OBIES | OBIES (Nord) – Rues d'en-Bas et des Vaches | 360 000,00 |
| ODOMEZ | ODOMEZ (Nord) – Cité Kuhlmann (tranche 3), rue de l'Escaut et chemin communal | 120 000,00 |
| OISY-LE-VERGER | OISY-LE-VERGER (Pas-de-Calais) – Rues P. Trinet, G. Watisée, D. Catillon, H. Fontaine, M. Dupriez, Ch. Canivet, Ch. Jacob, Chemin du Piat Marais et rue de la Cauchy à Sauchy-Cauchy | 1 180 000,00 |

| Communes | Libellé des travaux | Montant € HT |
|---|---|---|
| ORCHIES | ORCHIES (Nord) – Rue de la Libération | 110 000,00 |
| ORS | ORS (Nord) – Rue de la Verte Vallée et Rue Verte | 190 000,00 |
| PAILLENCOURT | PAILLENCOURT (Nord) – Rues du 8 mai 1945 et d'Estrun | 110 000,00 |
| PELVES | PELVES (Pas-de-Calais) – Rénovation de station de refoulement dans diverses rues | 190 000,00 |
| POIX-DU-NORD | POIX-DU-NORD (Nord) – Rue des Ecoles, de l'Officier, des arts et du Château | 575 000,00 |
| PONT A MARCQ | PONT-A-MARCQ (Nord) – Rue du Château Biscopp | 200 000,00 |
| PRADELLES | PRADELLES (Nord) – Route Départementale 642 et rue de l'Eglise | 270 000,00 |
| RAIMBEAUCOURT | RAIMBEAUCOURT (Nord) – Rue de la Cauchette | 100 000,00 |
| RAIMBEAUCOURT | RAIMBEAUCOURT (Nord) – Rue Léon Blum | 305 000,00 |
| REUMONT | REUMONT (Nord) – Chaussée Brunehaut | 90 000,00 |
| REUMONT | REUMONT (Nord) – Chaussée Brunehaut – OTEU | 120 000,00 |
| ROEUX | ROEUX (Pas-de-Calais) – Rue du Quai et aménagement rue du Marais | 160 000,00 |
| ROSULT | ROSULT (Nord) – Rue Adèle Wion – Création d'une station de refoulement | 80 000,00 |
| ROSULT | ROSULT (Nord) – Rue du Fayt | 180 000,00 |
| SAINS-DU-NORD | SAINS-DU-NORD (Nord) – rue du 8 mai 1945, de la traversière et Impasse Carnot | 310 000,00 |
| SAINT AMAND LES EAUX | SAINT-AMAND-LES-EAUX (Nord) – Rue Seigneuret | 250 000,00 |
| SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL | SAINT-SYLVESTRE-CAPPEL (Nord) – Route de Terdeghem et raccordement des rues d'Hondeghem, du Béguinage et J. Prévert – Emissaire terminal vers la station d'épuration | 720 000,00 |
| SOLESMES | SOLESMES (Nord) – Impasse (parallèle à la rue G. Bouviez) | 60 000,00 |
| STAPLE | STAPLE (Nord) – Rue Principale et Rue de Bailleul (1ère et 2ème partie)(RD 161) | 590 000,00 |
| TAISNIERES-SUR-HON | TAISNIERES-SUR-HON - Reprise des anomalies de la station d'épuration (Hameau de Malplaquet) | 45 000,00 |
| TEMPLEUVE | TEMPLEUVE (Nord) – Rue de Fretin, de l'Hardignière et de la Campagnette | 1 370 000,00 |
| THIENNES | THIENNES (Nord) – Rue aux Louches et Impasse Bart | 90 000,00 |
| THUN-SAINT-AMAND | THUN-SAINT-AMAND (Nord) – Rues Alfred Matez zt du Rieu | 470 000,00 |
| THUN-SAINT-MARTIN | THUN-SAINT-MARTIN (Nord) – Rue Jean Bar | 240 000,00 |
| | Amélioration de l'aménagement de terrains des ouvrages d'assainissement pour optimiser leur gestion et leur entretien | 100 000,00 |

## 5.6 - Actions de solidarité dans le domaine de l'eau au titre du service d'assainissement

La loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 a prévu la mise en place d'un dispositif d'aide aux personnes et aux familles qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures d'eau
Une convention nationale « solidarité eau » a été signée le 28 avril 2000 entre l'état, la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies et l'Association des Maires de France, qui s'articule autour de 3 grands axes :

- ✓ Le maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en difficulté
- ✓ La prise en charge financière de tout ou partie de leurs factures d'eau lorsqu'elles ne peuvent s'en acquitter
- ✓ Des actions d' information et de pédagogie pour un bon usage de l'eau

Noréade s'est associé à ce dispositif pour la part de la facture lui revenant en procédant à un abandon de créance aux titres de l'eau et de l'assainissement. On retrouve la participation de Noréade dans l'indicateur officiel suivant :

**Le montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'assainissement collectif ( P 207 )**

*Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fond de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **P207** | Montant des abandons de créance ou de versements à un fond de solidarité ( €/m3 ) | 0,002220 | 0,002073 | 0,002219 | 0,002275 |

***En 2015, 37 500 € ont été versés à un fond de solidarité Eau. ( Pour rappel, en 2014, 34 100 € ont été versés)***

**Taux d'impayés( P 257.0 )**

*Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| **P257.0** | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | 1,10 | 1,20 | 1,13 | 1,27 |

# 6. LES EAUX PLUVIALES

Le service public d'assainissement a également pour compétence la gestion des eaux pluviales. Cette compétence prévoit la gestion des eaux de ruissellement, issues des immeubles d'habitation, dans les ouvrages de collecte et éventuellement de stockage et le transfert des eaux pluviales jusqu'à l'exutoire immédiat du rejet en milieu naturel. Dans la limite de leur capacité, les ouvrages précités sont également utilisés pour la gestion des eaux de ruissellement des voiries.

Dans le cadre de la gestion des eaux pluviales, Noréade déploie un volet préventif visant à prescrire des aménagements et des techniques de construction favorisant l'infiltration des eaux pluviales dans les sols ou le rejet direct vers les milieux naturels.

## 6.1 - Les déversoirs d'orage des communes du SIDEN-SIAN

Les déversoirs d'orage sont des surverses de sécurité du réseau unitaire par temps de pluie. Ils empêchent l'arrivée en tête de station d'épuration d'une quantité trop importante d'eaux pluviales, qui pourraient causer des dysfonctionnements importants sur la station. Lors d'événement pluvieux, l'effluent est non seulement composé de rejets domestiques et industriels, mais aussi d'une grande quantité d'eau de pluie. Il est donc fortement dilué. Le rejet direct au milieu naturel des déversoirs d'orage n'a pas à avoir d'impact significatif.

Un certain nombres d'ouvrages permettant la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie existent sur les réseaux d'assainissement des communes.

| Ouvrages | Nombre |
|---|---|
| Nombre total de déversoirs d'orage | 1 876 |
| Nombre d'ouvrages de déversement auto-surveillés | 182 |

## 6.2 - Tarification et recettes du service

### 6.2.1 - Tarification du service

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- **Délibération du 17/12/2015** fixant le tarif de la cotisation syndicale pour eaux pluviales.

| | 2015 | 2016 | Evolution (%) |
|---|---|---|---|
| Cotisation syndicale pour eaux pluviales (Montant € TTC par habitant de la commune) | 19,93 | 20,13 | 1,00 |

### 6.2.2 - Recettes du service

| Libellé | Eaux Pluviales |
|---|---|
| Cotisations Syndicales perçues par le SIDEN-SIAN auprès des collectivités adhérentes pour la gestion des eaux pluviales (Montant € TTC ) | 12 308 957,01 |

# 7. LE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les missions du Service public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) consistent d'une part à assurer un contrôle de conception et de bonne exécution des installations neuves et d'autre part à exercer un contrôle de bon fonctionnement sur les installations existantes. Toutes ces missions opérationnelles, administratives et comptables sont réalisées par les agents du SPANC de Noréade.
Ce service assure pleinement son rôle d'information et de conseil sur les plans techniques ou réglementaires auprès des usagers.
Afin d'être en accord avec la réglementation nationale issue du Grenelle II, Noréade a mis en place le diagnostic des filières d'assainissement non collectif lors des ventes d'immeubles.
En effet, lors de la vente d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif par le SPANC devra être joint au dossier de diagnostic technique.

## 7.1 - Les indicateurs du service d'assainissement non collectif

### Évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif ( D 301.0 )

*Relèvent du service public d'assainissement non collectif (SPANC) toutes les populations délimitées en zone d'assainissement non collectif.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D301.0 | Evaluation du nombre d'habitants desservie | 67 517 | 74 252 * | 71 020 | 75 969 |

**** La valeur calculée pour 2013 est erronée (estimée à 69 270) - Cet indicateur est calculé sur l'ensemble des communes adhérentes. Il peut régresser en fonction de nouvelles adhésions ou en fonction de l'avancement du zonage assainissement.***

### Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ( D 302.0 )

*Cet indicateur, sur une échelle de 0 à 100, renseigne sur les prestations obligatoires fournies par la collectivité dans le cadre du service public d'assainissement non collectif (SPANC). Au delà de 100, sur une échelle allant jusqu'à 140, il évalue l'étendue des services complémentaires et facultatifs proposés par le SPANC.*
*Cet indicateur est descriptif, il ne permet pas d'évaluer la qualité, mais le niveau du service rendu.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| D302.0 | Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif | 93,51 | 93,63 | 94,23 | 94,25 |

### Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif ( P 301.3 )

*Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service.*
*Cet indicateur n'aura de véritable signification que lorsque l'ensemble des habitations relevant du SPANC aura été contrôlée.*

| Indicateur | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| P301.3 | Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif | - | - | - | 44,1 |

***L'évolution du cadre réglementaire lié à l'Assainissement Non Collectif, en 2010 (loi « Grenelle II ») et en 2012 (arrêté « ANC »), a été transcrite dans les pratiques des SPANC en 2013 et a permis de redémarrer les contrôles périodiques de fonctionnement en 2014, sur la base des nouveaux critères réglementaires de jugement de conformité. Le taux de conformité affiché intègre les résultats des contrôles réalisés depuis fin 2013.***

## 7.2 - Activités du service dans les communes du SIDEN-SIAN

| Activités | Nombre d'interventions 2015 |
|---|---|
| Contrôle de conception ANC | 460 |
| Contrôle d'exécution ANC | 334 |
| Contrôle périodique neuf T+3 mois | 81 |
| Contrôle périodique existant | 2 995 |
| Avis notaire complet ANC | 1 134 |

## 7.3 - Tarification et recettes du service d'assainissement non collectif

### 7.3.1 - Tarification du service d'assainissement non collectif

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- **Délibération du 17/12/2015** fixant les tarifs de l'assainissement non collectif.

| Tarifs de l'assainissement non collectif | 2015 | 2016 | Evolution % |
|---|---|---|---|
| Contrôle de la conception des installations d'assainissement non collectif neuves, par dossier | 82,00 € HT | 82,00 € HT | 0 % |
| Contrôle de l'exécution des installations d'assainissement non collectif neuves, par dossier | 91,00 € HT | 91,00 € HT | 0 % |
| Contrôle périodique de fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif avec une fréquence maximale entre deux contrôles de 4 ans | 35,00 € HT | 35,00 € HT | 0 % |
| Taux de TVA | 10 % | 10 % | 0 % |

### 7.3.2 - Recettes du service d'assainissement non collectif

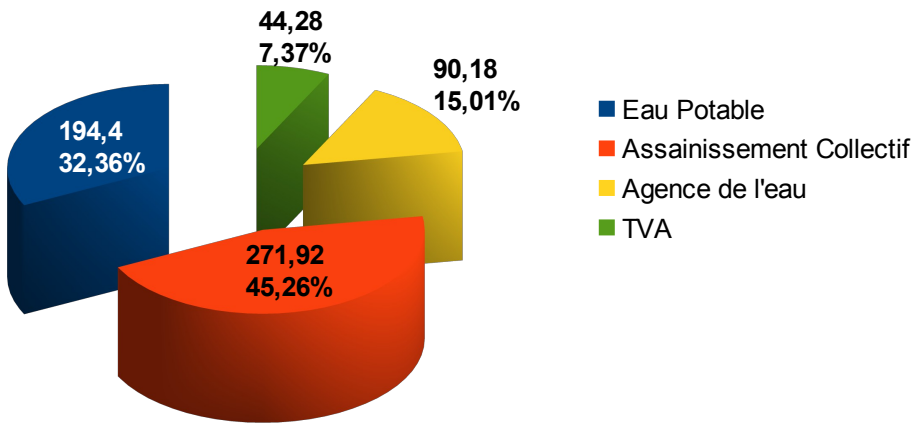
| Article | Libellé | Noréade ANC | SIDEN-SIAN |
|---|---|---|---|
| 7062 | Redevances d'assainissement non collectif en € | 1 134 688,11 | - |
| 7068 | Prestation de service en € | 13 416,68 | - |
| 70878 | Remboursement de frais en € | - | 3 634,57 |
| 70848 | Mise à disposition du personnel | - | 1 827,12 |

# 8. FACTURES TYPES

La loi sur l'eau dispose que la tarification de l'eau potable et de l'assainissement peut comprendre, outre une partie fixe correspondant aux charges fixes du service, une partie variable proportionnelle au volume d'eau consommé par l'abonné.
La tarification de Noréade a été établie selon ces prescriptions.
Les usagers du service voient donc facturer chaque semestre :

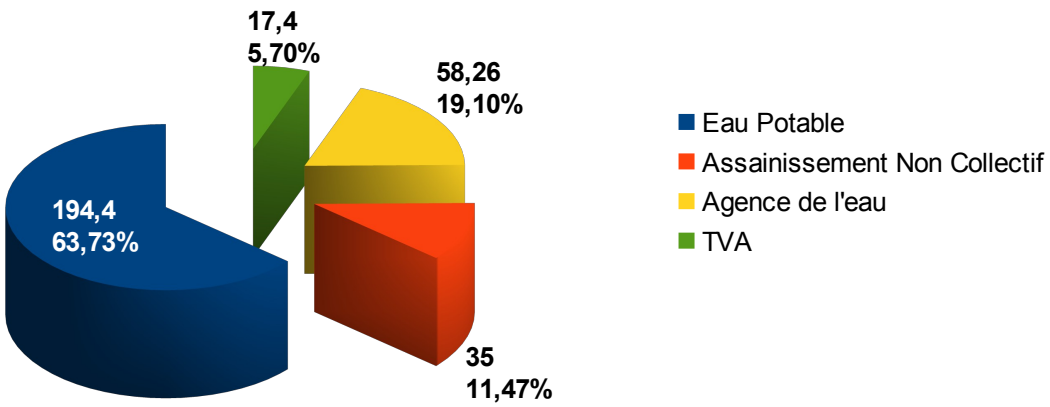
- l'abonnement dont le montant est déterminé pour l'eau potable par le calibre du compteur desservant l'abonné. Ce calibre est établi lors de la demande de raccordement en fonction de son profil de consommation.
- la partie proportionnelle en fonction de la valeur de consommation relevée ou estimée.

## 8.1 Facture type Noréade calculée avec les tarifs 2016 de l'eau potable et de l'assainissement collectif




*Montants exprimés en €*

## 8.2 Facture type Noréade calculée avec les tarifs 2016 de l'eau potable et de l'assainissement non collectif




*Montants exprimés en €*
*Les factures types 2015 et 2016 de la commune sont reprises en annexe*

## FACTURES TYPES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M3

| ANNEE 2015 | Quantité | Prix unitaire | Montant HT | Montant TVA | Montant TTC |
|---|---|---|---|---|---|
| DISTRIBUTION DE L'EAU ( NOREADE ) | | | | | |
| Abonnement mensuel | 12 | 3,330 | 39,960 | 2,198 | 42,158 |
| Consommation | 120 | 1,271 | 152,520 | 8,389 | 160,909 |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | 0,098 | 11,700 | 0,644 | 12,344 |
| Lutte contre la pollution (Agence de l'eau) | 120 | 0,388 | 46,560 | 2,561 | 49,121 |
| | | | | | |
| COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES ( NOREADE ) | | | | | |
| Partie fixe | 12 | 5,830 | 69,960 | 6,996 | 76,956 |
| Partie proportionnelle | 120 | 1,660 | 199,200 | 19,920 | 219,120 |
| Modernisation des réseaux (Agence de l'eau) | 120 | 0,266 | 31,920 | 3,192 | 35,112 |
| | | **TOTAL** | **551,82** | **43,90** | **595,72** |

| ANNEE 2016 | Quantité | Prix unitaire | Montant HT | Montant TVA | Montant TTC | Variation 2015/2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DISTRIBUTION DE L'EAU ( NOREADE ) | | | | | | |
| Abonnement mensuel | 12 | 3,360 | 40,320 | 2,218 | 42,538 | 1,00% |
| Consommation | 120 | 1,284 | 154,080 | 8,474 | 162,554 | 1,00% |
| Préservation des ressources en eau | 120 | 0,098 | 11,700 | 0,644 | 12,344 | 0,00% |
| Lutte contre la pollution (Agence de l'eau) | 120 | 0,388 | 46,560 | 2,561 | 49,121 | 0,00% |
| | | | | | | |
| COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES ( NOREADE ) | | | | | | |
| Partie fixe | 12 | 5,890 | 70,680 | 7,068 | 77,748 | 1,00% |
| Partie proportionnelle | 120 | 1,677 | 201,240 | 20,124 | 221,364 | 1,00% |
| Modernisation des réseaux (Agence de l'eau) | 120 | 0,266 | 31,920 | 3,192 | 35,112 | 0,00% |
| | | **TOTAL** | **556,50** | **44,28** | **600,78** | 0,85% |

## FACTURES TYPES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF POUR UNE CONSOMMATION DE 120 M3

| ANNEE 2015 | Quantité | Prix unitaire | Montant HT | Montant TVA | Montant TTC |
|---|---|---|---|---|---|
| DISTRIBUTION DE L'EAU ( NOREADE ) | | | | | |
| Abonnement mensuel | 12 | 3,330 | 39,960 | 2,198 | 42,158 |
| Consommation | 120 | 1,271 | 152,520 | 8,389 | 160,909 |
| Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) | 120 | 0,098 | 11,700 | 0,644 | 12,344 |
| Lutte contre la pollution (Agence de l'eau) | 120 | 0,388 | 46,560 | 2,561 | 49,121 |
| | | | | | |
| ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ( NOREADE ) | | | | | |
| Partie fixe annuelle | 1 | 35,00 | 35,00 | 3,50 | 38,50 |
| | | **TOTAL** | **285,74** | **17,29** | **303,03** |

| ANNEE 2016 | Quantité | Prix unitaire | Montant HT | Montant TVA | Montant TTC | Variation 2015/2016 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DISTRIBUTION DE L'EAU ( NOREADE ) | | | | | | |
| Abonnement mensuel | 12 | 3,360 | 40,320 | 2,218 | 42,538 | 1,00% |
| Consommation | 120 | 1,284 | 154,080 | 8,474 | 162,554 | 1,00% |
| Préservation des ressources en eau | 120 | 0,098 | 11,700 | 0,644 | 12,344 | 0,00% |
| Lutte contre la pollution (Agence de l'eau) | 120 | 0,388 | 46,560 | 2,561 | 49,121 | 0,00% |
| | | | | | | |
| ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF ( NOREADE ) | | | | | | |
| Partie fixe annuelle | 1 | 35,00 | 35,00 | 3,50 | 38,50 | 0,00% |
| | | **TOTAL** | **287,66** | **17,40** | **305,06** | 0,67% |

# 9 . SYNTHESE DES INDICATEURS REGLEMENTAIRES

Répondant à une demande de la Cour des Comptes de décembre 2003, le Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 a introduit des indicateurs de performance dans le rapport aux communes.

Ce dispositif offre aux services des collectivités un référentiel leur permettant de s'engager dans une démarche de progrès, en suivant leur progression interannuelle et en se comparant à d'autres services. Il fournit par ailleurs aux usagers du service des éléments d'explication sur le prix de l'eau et les éclaire sur le fonctionnement des services en général.

Ces indicateurs officiels sont calculés sur l'activité globale de Noréade. Le tableau ci-dessous les récapitule dans l'ordre fixé par le décret.

La plupart de ces indicateurs ont été présentés et commentés dans le corps du rapport.

## 9.1 - Les indicateurs du service public de distribution d'eau potable

| INDICATEURS | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Indicateurs descriptifs* | | | | | |
| D101 | Nombre d'habitants desservis au 31 décembre de l'année | 762 040 | 810 441 | 812 888 | 823 542 |
| D102 | Prix TTC du service public de distribution d'eau potable ( € ) | 2,09 | 2,13 | 2,20 | 2,22 |
| D151 | Délai maximale d'ouverture des branchements existants ( jours ) | 8 | 8 | 8 | 3 |
| *Indicateurs de performance* | | | | | |
| P101.1 | Taux de conformité microbiologique des prélèvements sur les eaux ( % ) | 99,95 | 99,96 | 100 | 99,96 |
| P102.1 | Taux de conformité physico-chimique des prélèvements sur les eaux ( % ) | 98,53 | 99,88 | 99,89 | 99,91 |
| P151.1 | Taux d' occurrence des interruptions de service programmés (/1000 abonnés) | 3,64 | 4,13 | 3,96 | 3,11 |
| P152.1 | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements ( % ) | 99,08 | 99,33 | 98,95 | 99,29 |
| P154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente ( % ) | 1,10 | 1,20 | 1,13 | 1,27 |
| P155.1 | Taux de réclamation ( / 1000 abonnés ) | 1,88 | 1,50 | 1,76 | 1,41 |
| P109.0 | Montant des abandons de créances ou de versements à un fond de solidarité ( € / M3 ) | 0,000808 | 0,002020 | 0,002010 | 0,001949 |
| P103.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable ( /120 ) | * | 80,00 | 81,00 | 101,00 |
| P107.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable ( % ) | 0,25 | 0,28 | 0,26 | 0,27 |
| P153.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité ( années ) | 1 | 1 | 2 | 2 |
| P104.3 | Rendement du réseau d'eau potable ( % ) | 76,98 | 74,98 | 75,43 | 76,01 |
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés ( m3/km/jour ) | 3,19 | 3,48 | 3,19 | 3,37 |
| P106.3 | Indice linéaire des pertes en réseau ( m3/km/jour ) | 3,03 | 3,32 | 3,04 | 3,21 |
| P108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau ( % ) | 72,25 | 72,07 | 73,82 | 73,45 |

** La méthode de calcul de cet indicateur a changé à partir de 2013*

## 9.2 - Les indicateurs du service public d'assainissement collectif

| INDICATEURS | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Indicateurs descriptifs* | | | | | |
| D201 | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte | 514 710 | 566 567 | 530 583 | 562 960 |
| D202 | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels | 35 | 38 | 38 | 41 |
| D203 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration ( TMS ) | 6 656 | 6 699 | 7 781 | 7 797 |
| D204 | Prix TTC du service d'assainissement ( €/m3 ) | 2,59 | 2,71 | 2,76 | 2,79 |
| *Indicateurs de performance* | | | | | |
| P201.1 | Taux de desserte par des réseaux de collecte d'eaux usées ( % ) | 83,73 | 86,73 | 85,49 | 89,77 |
| P251.1 | Taux de débordement des effluents dans les locaux d'usagers ( % ) | 0,01 | 0,00 | 0,01 | 0,01 |
| P257.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente ( % ) | 1,10 | 1,20 | 1,13 | 1,27 |
| P258.1 | Taux de réclamations ( / 1000 abonnés ) | 2,43 | 2,03 | 1,82 | 1,40 |
| P207.0 | Montant des abandons de créances ou de versements à un fond de solidarité ( €/m3 ) | 0,00222 | 0,002073 | 0,002219 | 0,002275 |
| P202.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte ( /120 ) | * | 26 | 27 | 27 |
| P252.2 | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage ( / 100km de réseaux ) | 2,54 | 2,52 | 7,71 | 8,40 |
| P253.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées ( % ) | 0,24 | 0,26 | 0,24 | 0,26 |
| P256.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité ( années ) | 2 | 3 | 3 | 3 |
| P203.3 | Conformité de la collecte des effluents ( % ) | 100,00 | 95,44 | 99,68 | 79,98 |
| P204.3 | Conformité des équipements des ouvrages d' épuration ( % ) | 99,69 | 83,47 | 85,82 | 93,28 |
| P205.3 | Conformité des performances des ouvrages d' épuration ( % ) | 99,26 | 82,29 | 85,02 | 80,90 |
| P206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes ( % ) | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |
| P254.3 | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel ( % ) | 94,84 | 93,92 | 96,60 | 90,30 |
| P255.3 | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte d'eaux usées ( /120 ) | 73 | 83 | 96 | 101 |

**** La méthode de calcul de cet indicateur a changé à partir de 2013***

## 9.3 - Les indicateurs du service public d'assainissement non collectif

| INDICATEURS | | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 |
|---|---|---|---|---|---|
| *Indicateurs descriptifs* | | | | | |
| D301.0 | Evaluation du nombre d' habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif | 67 517 | 74 252 | 71 020 | 75 969 |
| D302.0 | Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif ( /140 ) | 93,51 | 93,63 | 94,23 | 94,25 |
| *Indicateurs de performance* | | | | | |
| P301.3 | Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif | * | * | * | 44,1 |

## 9.4 - Degré de confiance pour les indicateurs de performance

L'utilisation des indicateurs de performance ne peut se faire de manière pertinente que si les utilisateurs sont avertis du degré de confiance qu'ils peuvent accorder aux résultats.

Le producteur de données doit se positionner dans une grille d'évaluation organisée autour de 3 classes de fiabilité et de 4 critères. Les 3 classes de fiabilité sont :

- A pour « très fiable »
- B pour « fiable »
- C pour « peu fiable »

Règle d'attribution de la classe de fiabilité de production d'un indicateur

| Classe de fiabilité | A | B | C |
|---|---|---|---|
| **Régle** | 100 % des critères applicables sont de classe A | 100 % des critères applicables sont au moins de classe B | Un critère ( ou plus ) applicable est de classe C |

| Critère d'évaluation du processus de production d'un indicateur | | | |
|---|---|---|---|
| **Critère/Classe** | **A** | **B** | **C** |
| **1 Procédures et méthodes de calcul** | Il existe un ensemble cohérent de documents écrits, référencés, accessibles et diffusés décrivant les définitions (définition de l'indicateur et de chacune des données qui contribue à son calcul), les méthodes de calcul ainsi que les rôles et responsabilités en matière de collecte, de calcul et de contrôles (notion de procédure) | Il existe des documents écrits décrivant les définitions, les méthodes de calcul ainsi que les rôles et responsabilités en matière de collecte, de calcul et de contrôles sans être systématiquement cohérents, référencés, accessibles et diffusés (ex : courriel, note de service, compte rendu...) | Les documents ne décrivent pas l'ensemble des définitions, méthodes de calcul et responsabilités (ou autre) |
| **2 Traçabilité** | L'indicateur et les données sont chacun tracés dans une base de données de référence du service, servant à toutes les utilisations et accessibles à plusieurs personnes | L'indicateur et les données sont chacun tracés dans une base de données de référence du service, servant à toutes les utilisations et accessibles à plusieurs personnes | L'indicateur et les données ne sont pas tous tracés sur un support de référence (ou autres cas) |
| **3 Contrôles et validation** | L'indicateur est validé formellement à minima annuellement par une personne de l'encadrement. Les données sont enregistrées et contrôlées dans un délai raisonnable (sous un mois pour des activités quotidiennes ou avant la campagne suivante pour des activités périodiques) à compter du constat de l'événement (ex : PV de réception ou d'analyse). Le contrôle peut consister en des tests automatiques ou manuels effectués par une personne (tests de vraisemblance, analyses statistiques, etc.). | L'indicateur est validé formellement annuellement par une personne de l'encadrement. Les données sont contrôlées lors du calcul de l'indicateur, par des tests automatiques ou par une personne (test de vraisemblance, analyses statistiques, etc.). | L'indicateur n'est pas formellement validé par l'encadrement ou les données ne font pas l'objet de contrôles lors de leur acquisition ou du calcul de l'indicateur (ou autres cas) |
| **4 Métrologie (le cas échéant)** | Les mesures suivent les meilleures pratiques (a) et ne font pas l'objet d'estimation significative (moins de 5 % du total annuel de la donnée considérée). | Les mesures suivent les meilleures pratiques (a). Les estimations sont supérieures à 5% mais restent inférieures à un tiers du total annuel de la donnée considérée. | Absence de suivi des meilleures pratiques (a) ou estimations très significatives (supérieures à un tiers du total annuel de la donnée considérée) |

Pour les indicateurs ne faisant intervenir aucune donnée issue de mesures physiques, le critère n°4 (métrologie) ne s'applique pas.

*(a) suivi des meilleures pratiques (métrologie) : mesure validée par les autorités de contrôles, ou conforme aux prescriptions réglementaires lorsqu'il en existe (ex : compteurs d'eau froide), ou réalisée par un laboratoire accrédité lorsque ce dispositif existe. Pour les autres cas, les mesures sont effectuées par du personnel qualifié et habilité, suivant une procédure écrite et avec du matériel dont les performances métrologiques sont périodiquement vérifiées.*

| INDICATEURS EAU POTABLE | | Critères d'évaluation | | | | Classe de fiabilité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | A | B | C |
| D101 | Nombre d'habitants desservis au 31 décembre de l'année | A | A | A | - | A | | |
| D102 | Prix TTC du service public de distribution d'eau potable | A | A | A | - | A | | |
| D151 | Délai maximale d'ouverture des branchements existants | A | A | A | - | A | | |
| P101.1 | Taux de conformité microbiologique des prélèvements sur les eaux | A | A | A | A | A | | |
| P102.1 | Taux de conformité physico-chimique des prélèvements sur les eaux | A | A | A | A | A | | |
| P151.1 | Taux d' occurrence des interruptions de service programmés | A | A | B | A | | B | |
| P152.1 | Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements | A | A | A | - | A | | |
| P154.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | A | A | - | - | A | | |
| P155.1 | Taux de réclamation | A | A | B | | | B | |
| P109.0 | Montant des abandons de créances ou de versements à un fond de solidarité | A | A | A | A | | | |
| P103.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable | A | A | - | - | A | | |
| P107.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable | A | A | B | B | | B | |
| P153.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | A | A | A | - | A | | |
| P104.3 | Rendement du réseau d'eau potable | A | A | A | A | | | |
| P105.3 | Indice linéaire des volumes non comptés | A | A | A | A | | | |
| P106.3 | Indice linéaire des pertes en réseau | A | A | A | A | | | |
| P108.3 | Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau | A | A | A | - | | | |

| INDICATEURS ASSAINSSEMENT COLLECTIF | | Critères d'évaluation | | | | Classe de fiabilité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | A | B | C |
| D201 | Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte | A | A | C | | | | C |
| D202 | Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels | A | A | A | - | A | | |
| D203 | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration en Tonne | A | A | A | A | A | | |
| D204 | Prix TTC du service d'assainissement au m3 | A | A | A | - | A | | |
| P201.1 | Taux de desserte par des réseaux de collecte d'eaux usées | A | A | B | - | | B | |
| P251.1 | Taux de débordement des effluents dans les locaux d'usagers | A | A | B | - | | B | |
| P257.0 | Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente | A | A | A | - | A | | |
| P258.1 | Taux de réclamations | A | A | B | - | | B | |
| P207.0 | Montant des abandons de créances ou de versements à un fond de solidarité | A | A | A | - | A | | |
| P202.2 | Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte | A | A | A | - | A | | |
| P252.2 | Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km de réseau | A | A | B | - | | B | |
| P253.2 | Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées | A | B | B | B | | B | |
| P256.2 | Durée d'extinction de la dette de la collectivité | A | A | A | | | | |
| P203.3 | Conformité de la collecte des effluents | A | A | A | A | A | | |
| P204.3 | Conformité des équipements des ouvrages d'épuration | A | A | A | A | A | | |
| P205.3 | Conformité des performances des ouvrages d'épuration | A | A | A | A | A | | |
| P206.3 | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes | A | A | A | B | | B | |
| P254.3 | Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel | A | A | A | A | A | | |
| P255.3 | Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte d'eaux usées | A | A | A | A | A | | |

| INDICATEURS ASSAINSSEMENT NON COLLECTIF | | Critères d'évaluation | | | | Classe de fiabilité | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | A | B | C |
| D301.0 | Evaluation du nombre d' habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif | A | A | C | - | | | C |
| D302.0 | Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif | A | A | B | - | | B | |
| P301.3 | Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif | A | B | B | - | | B | |

# GLOSSAIRES

## EAU POTABLE

**Volume comptabilisé**

volume qui résulte des relevés chez tous les abonnés (domestique, industriel, eau en gros….)

**Volume non compté**

volume utilisé par des usagers connus avec autorisation mais qui ne dispose pas de comptage (incendie, essai PIBI, foire, marché, cureur…)

**Volume de service**

volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution (purge, désinfection après travaux & réservoir…)

**Volume consommé**

volume comptabilisé + volume de service + volume non compté

**Volume mis en distribution ou distribué**

volume produit + volume acheté en gros + volume transféré entrant et sortant entre deux UDI

**Rendement.**

volume consommé / volume distribué x 100

**Indice linéaire des volumes non comptés**

volume distribué – volume comptabilisé / linéaire du réseau de l'UDI x 365

**Indice linéaire de pertes en réseau**

volume distribué – volume consommé / linéaire du réseau de l'UDI x 365

**ARS (Agence Régionale de Santé)**

Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale, devenue ARS (Agence Régionale de Santé) depuis avril 2010

**Titre Hydrotimètrique**

Valeur de la dureté exprimée en « degrés français »

**Termes employés par la ARS pour définir les ouvrages de production d'eau potable**

UGE : Unité de Gestion et d'Exploitation
CAP : Captage
MCA : Mélange de Captages
TTP : Station de Traitement Production
UDI : Unité de Distribution

**Coliformes thermotolérants**

Ces bactéries témoignent d'une pollution d'origine fécale. Leur présence peut résulter d'une insuffisance de désinfectant ou de temps de contact de celui-ci.

**Coliformes totaux**

Leur présence n'a qu'une signification réduite sur le plan sanitaire (germes indicateurs pas forcément révélateurs d'une pollution). Le traitement de désinfection au point de production n'est pas suffisant ; il doit garantir la présence d'un résiduel de désinfectant en tout point du réseau. La référence de qualité est de 0 coliformes pour 100 ml.

**Streptocoques Fécaux (Entérocoques)**

Ces bactéries témoignent d'une pollution d'origine fécale. Les entérocoques sont beaucoup plus résistants au chlore et à ses dérivés que les germes pathogènes et les coliformes ; leur présence dans une eau correctement traitée reste donc possible.. Des prélèvements supplémentaires de contrôle sont effectués par l'ARS pour s'assurer de l'élimination de la pollution. La limite de qualité est de 0 streptocoque pour 100 ml.

**Spores de bactéries sulfito-réductrices**

Ce sont des formes de résistance de bactéries anaérobies, parfois liées à une pollution fécale. La référence de qualité est de 0 spore pour 100 ml

**Nitrates**

d'une teneur supérieure à la limite réglementaire de 50 mg/l. Un renforcement suivi de la qualité de l'eau distribuée sera réalisé. Si la teneur excessive en nitrates se confirmait, il serait nécessaire de mettre en oeuvre un programme d'amélioration pour respecter, à terme, la limite de qualité. Les nitrates sont nécessaires à la croissance des végétaux, mais les effluents industriels agricoles urbains et humains élèvent les teneurs en nitrates, de façon parfois excessive. L'application de l'agriculture raisonnée et l'amélioration de l'assainissement pourrait permettre un retour progressif à la normale.

**Atrazine**

des traces légèrement supérieures à la limite réglementaire (0,1 µg/l) qui ont été mises en évidence. Les dépassements enregistrés n'empêchent pas la consommation de l'eau, cependant il est nécessaire d'informer la population du dépassement de l'exigence réglementaire et de mettre en oeuvre un programme d'amélioration pour respecter, à terme, la limite de qualité. L'Atrazine est un pesticide dont l'utilisation a été interdite à partir de 2003. Une attention particulière doit être portée à l diminution des pesticides en général, notamment dans les périmètres de protection des captages. Les pesticides utilisés par le monde agricole, mais aussi par les particuliers et les agents d'entretien des voies de communication.

**Turbidité**

- d'une valeur supérieure à la référence de qualité (2 NTU): Elle est généralement provoquée par la mise en suspension, lors d'un tirage important sur le réseau public ou privé, (lorsque celui-ci est important et peu utilisé à certaines périodes : écoles à la fin août, etc...), de quelques particules (tartre, oxydes de fer, éléments gênants mais non dangereux pour la santé) précédemment déposées dans les conduites

**Nitrites**

La présence de nitrites (NO2-) résulte de l'oxydation incomplète de l'ammonium (NH4+) en nitrates (NO3). La limite de qualité est de 0,1 mg/l en sortie des installations.

**PH**

si la valeur est inférieure à la norme : Elle dépend de la nature des terrains traversés (ici alluvions graveleuses de la Sambre). Les valeurs mesurées ici sont très proches des valeurs généralement observées (6,5 à 9) et dues à la nature de l'aquifère.

**Sodium**

d'une teneur en supérieure à la référence de qualité de 200 mg/l : Cette valeur de référence est fixée d'après des critères gustatifs définis par l'Organisation Mondiale de la Santé. Le sodium se retrouve à l'état naturel dans la majorité des eaux souterraines. C'est un élément vital à l'homme.

**Sulfates**

d'une teneur supérieure à la référence de qualité de 250 mg/l : Les sulfates n'ont qu'un effet purgatif à forte concentration (2 000 mg/l) qui s'estompe lors de la consommation régulière d'eau chargée en ces éléments. Notons que certaines eaux minérales peuvent en contenir jusqu'à 1200 mg/l et sont vantées pour telles.

**Fluorures**

d'une teneur supérieure à la limite de qualité de 1,5 mg/l : Cet élément est essentiel en prévention des caries dentaires, à dose optimale comprise entre 0,5 et 1,5 mg/l. Au-delà et jusqu'à 4 mg/l, il n'existe qu'un risque de fluorose dentaire (taches sur l'émail). Les valeurs constatées ici dépassent la valeur limite de 1,50 mg/l et sont liées à la nature des terrains géologiques. Si la teneur excessive se confirmait, il serait nécessaire de mettre en œuvre un programme d'amélioration pour respecter, à terme, la limite de qualité.

**Fer**

d'une teneur en Fer supérieure à la référence de qualité de 0,20 mg/l : Si aucune toxicité n'a été observée chez l'homme, mêmes à doses élevées (5 mg/l), il convient d'en limiter la teneur pour le confort de l'abonné (salissement de linge, des conduites, goût métallique et coloration de l'eau). Les réseaux font donc l'objet de purges périodiques pour remédier aux pointes occasionnelles. Le fer se trouve à l'état naturel dans les eaux souterraines selon la nature de l'aquifère et des formations géologiques sus-jacentes.

**Coloration**

une Coloration prononcée de l'eau (la référence est de 15 mg/l de platine selon l'échelle platine/cobalt) : Son origine est variable, souvent liée à des particules en suspension ou à la présence de métaux (fer, manganèse, …), qui sont parfois dans la composition naturelle des eaux. La coloration sert, avant tout, d'indicateur et n'a qu'une incidence d'ordre organoleptique.

**T.I.P.**

Titre Interbancaire de Paiement-

**P.A.E.**

Paiement d'Avance Échelonné

**P.P.C. A.E.A.P.**

Programme Pluriannuel Concerté Agence de l'Eau Artois-Picardie

# ASSAINISSEMENT

E.H.

On exprime la pollution de la population ou d'un industriel par ce qu'il est convenu d'appeler le coefficient d'équivalence au nombre d'habitants ou plus couramment l'équivalent-habitant : E. H.

D.B.O.5.

Demande Biologique en Oxygène à 5 jours.

D.C.O.

Demande Chimique en Oxygène.

M.e.S

Matières en Suspension.

Azote

Niveau d'Azote sous deux formes possibles :

NTK : Kjedahl

NGL : Global

Réseau d'Assainissement de type « Unitaire »

Il reçoit à la fois des eaux usées et les eaux pluviales des habitations et des chaussées.

Réseau d'Assainissement de type « Séparatif »

Il comporte une canalisation qui reçoit les eaux pluviales des habitations et des chaussées et une seconde canalisation qui collecte les eaux usées.

Réseau d'Assainissement de type « Pseudo-séparatif »

Il comporte une canalisation qui reçoit les eaux pluviales des habitations et les eaux usées.

Déversoir d'Orage

Ouvrage essentiellement destiné à évacuer, dans un milieu naturel proche, une partie du débit d'effluent unitaire grossi par les eaux de pluie résultant d'un orage ou de grosses averses.

O.T.E.U.

Ouvrage de Transport d'Eaux Usées, canalisation reliant deux secteurs assainis.